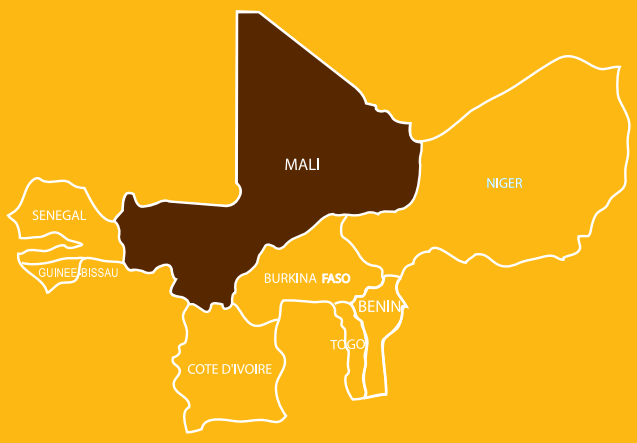


BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2009

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
.....
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
.....
Comité de Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI RAPPORT ANNUEL 2009

SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO
94, AVENUE MOUSSA TRAVELE
BP 206 – BAMAKO – MALI
TEL. (223) 20 22 37 56
FAX. 20 22 47 86
WWW.BCEAO.INT

SOMMAIRE Pages

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....3

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....4

RESUME.....5

INTRODUCTION.....7

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INT_ERNATIONALE.....7

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI.....10

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....12

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....16

1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....17

1.1 Evolution des exportations.....17
1.2 Evolution des importations.....19
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur.....21

2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....25

2.1 Transports.....25
2.2 Voyages.....26
2.3 Services fournis ou reçus par les Administrations publiques.....26
2.4 Autres services.....27

3. EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....27

3.1 Rémunération des salariés.....27
3.2 Revenu des investissements.....28

4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....28

4.1 Transferts courants des administrations publiques.....29
4.2 Transferts courants des autre secteurs.....29

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....30

1. COMPTE DE CAPITAL.....30
2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES.....31
2.1 Investissements directs.....31
2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers.....32
2.3 Autres investissements.....32
2.4 Avoirs de réserve.....32

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE DU MALI.....33

I. BANQUES DE DEPOTS.....34
II. BANQUE CENTRALE.....34
III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....36

ANNEXES.....38

ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....39
ANNEXE 2: AJUSTEMENTS DES DONNEES MONETAIRES.....44
ANNEXE 3: TABLEAUX COMPLEMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DES COMPTES.....45

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP : Administrations publiques

BAD : Banque Africaine de Développement

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CAF : Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DGD : Direction Générale des Douanes

DGDP : Direction Générale de la Dette Publique

DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence

DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines

INSTAT: Institut National de la Statistique (ex DNSI)

DNTCP: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FAB ou FOB : Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale

PIB : Produit Intérieur Brut

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)

RCI : République de Côte d'Ivoire

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	16
Graphique 2 :	Structure du compte courant	16
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	18
Graphique 4 :	Structure des exportations	18
Graphique 5 :	Evolution des importations de marchandises CAF	20
Graphique 6 :	Structure par produit des importations de marchandises	20
Graphique 7 :	Destination géographique des exportations	21
Graphique 8 :	Origine géographique des importations	22
Graphique 9 :	Commerce intra-UEMOA en 2008	23
Graphiques 10 :	Structure des exportations avec l'UEMOA	23
Graphique 11 :	Structure des importations avec l'UEMOA	24
Graphique 12 :	Evolution de la balance des services	25

TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	8
Tableau 2 :	Evolution des taux de change annuels moyens des monnaies de la CEDEAO	8
Tableau 3 :	Evolution de la balance des paiements	14
Tableau 4 :	Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)	15
Tableau 5 :	Evolution des exportations de biens	17
Tableau 6 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	19
Tableau 7 :	Evolution des importations CAF	19
Tableau 8 :	Evolution des transports	25
Tableau 9 :	Evolution du fret	26
Tableau 10 :	Evolution des voyages	26
Tableau 11 :	Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques	27
Tableau 12 :	Evolution des autres services	27
Tableau 13 :	Evolution des revenus	28
Tableau 14 :	Evolution des transferts courants	29
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	30
Tableau 16 :	Evolution du compte d'opérations financières	31
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements des banques primaires	34
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	35
Tableau 19:	Evolution des avoirs extérieurs nets	35
Tableau 20 :	Evolution de la position extérieure globale	37

TABLEAUX EN ANNEXE		Pages
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	44
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires	44
Tableau A3 :	Evolution de la balance des paiements courants	45
Tableau A4 :	Evolution des exportations FOB par produit	46
Tableau A5 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	46
Tableau A6 :	Evolution des importations CAF par produits regroupés	47
Tableau A7 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)	47
Tableau A8 :	Exportations FOB du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA	48
Tableau A9 :	Importations CAF du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA	48
Tableau A10 :	Orientation géographique des exportations du Mali	49
Tableau A11 :	Orientation géographique des importations du Mali	50
Tableau A12 :	Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en valeur et en volume	51
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 1999 à 2008	52
Tableau A14 :	Position extérieure globale du Mali de 2004 à 2008	60
Tableau A15 :	Balance des paiements du Mali de 2004 à 2008 – Présentation « Optique BCEAO »	62

RESUME

L'année 2009 a été caractérisée par l'accentuation de la crise financière internationale et son impact sur l'économie réelle, avec, comme principal effet, la décélération de 0,6% de la croissance économique mondiale. Par ailleurs, les prix des produits pétroliers et alimentaires se sont détendus, après la flambée des prix de l'année 2008.

Sur les marchés internationaux, le prix de l'or a poursuivi sa progression en s'établissant en moyenne à 972,8 dollars sur l'année 2009, en progression de 11,7% par rapport au prix moyen de l'année 2008. En revanche, le prix du baril de pétrole a baissé de 36,5% en 2009 en se fixant à 63,4 dollars, contre 99,9 dollars en 2008, en liaison avec le repli de la demande causé par la crise économique. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié de 5,2% par rapport au dollar américain en ressortant en moyenne à 1,39 dollar US en 2009.

Au sein des pays de l'UEMOA, un ralentissement de la croissance économique a été observé, imputable aux retombées de la crise économique internationale. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 2,8%, après 3,8% en 2008. Quant à l'évolution des prix, elle s'est soldée par un repli du taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) qui est ressorti en moyenne à 1,1% en 2009 contre 7,4 % en 2008. Cette évolution est consécutive à la baisse des pressions inflationnistes sur les marchés internationaux ainsi qu'à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires sur les marchés locaux.

Au Mali, la croissance de l'activité économique a été tirée en 2009 par le secteur agricole, avec une croissance du PIB, en termes réels, de 4,5%, après 5,0% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 4.232.908 millions[1], en hausse de 8,2% par rapport à 2008. Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2009, une augmentation de 2,2% a été enregistrée en moyenne annuelle contre 9,2% en 2008. Ainsi, l'objectif de 3,0% au maximum fixé dans les critères de convergence de l'UEMOA a été respecté. Par ailleurs, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est accentué, en atteignant un montant de 372.754 millions, soit 8,8% du PIB contre 5,7% en 2008, résultant d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets.

Dans un tel contexte, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2009 se sont soldées par un excédent global de la balance des paiements de 252.025 millions et une position extérieure globale en fin de période de -819.930 millions, après un déficit de 33.278 millions et une PEG de -822.125 millions en 2008.

Les transactions commerciales et financières se sont traduites par la réduction du déficit du compte de transactions courantes ainsi que l'augmentation de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 309.219 millions, contre un déficit de 476.188 millions en 2008. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -7,3% (-9,3% hors transferts officiels) en 2009, contre -12,2% (-13,4% hors transferts officiels) en 2009. Cette évolution du compte courant s'explique essentiellement par les échanges de biens et

1 Sauf indication contraire, la monnaie de référence dans le rapport est le franc CFA.

de services qui se sont soldés par des déficits de 100.409 millions et 222.505 millions respectivement, en amélioration de 184.263 millions et 32.722 millions par rapport à 2008. Elle découle, dans une moindre mesure, de l'augmentation de 12,7% des flux de transferts courants. Concernant le commerce extérieur, le renforcement de 64,7% du solde est essentiellement imputable au repli des importations plus important que celui des exportations.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, son solde excédentaire s'est porté à un montant de 596.277 millions en 2009 après 423.011 millions précédemment, du fait de l'amélioration du solde des transferts de capital et des investissements directs étrangers. L'excédent du compte de capital s'est fixé à 194.371 millions, en augmentation de 36.198 millions ou 22,9% par rapport à son niveau de 2008. La hausse de l'aide publique dont bénéficie le Mali explique cette tendance. S'agissant du compte d'opérations financières, il s'est soldé, au terme de l'année 2009, par un montant de 401.906 millions, en hausse de 137.068 millions par rapport à son niveau de 2008. L'augmentation des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille explique cette variation.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets des banques se consolidés en se fixant à -10.208 millions, soit une variation 73,2% par rapport à 2008. De même, ceux de la Banque Centrale se sont renforcés en atteignant 702.758 millions à fin 2009, affichant ainsi une variation de 46,8%.

Pour ce qui est de la position extérieure globale, son montant s'est chiffré à -819.930 millions, après -822.125 millions un an plus tôt, en raison de l'évolution positive du stock d'avoirs nets à l'égard des non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE[2]

L'évolution de l'activité économique mondiale s'est traduite en 2009 par une morosité, du fait de l'aggravation de la crise financière internationale et de son impact sur le secteur réel. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est rétracté de 0,6% en 2009, après 3,0% en 2008.

En effet, la crise financière qui s'est muée en crise économique a entraîné un repli de la demande des ménages et des entreprises et la récession économique de la plupart des pays industrialisés. Cette situation s'explique par la crise de liquidité ainsi que l'accentuation des incertitudes sur les marchés financiers. Aussi le PIB a-t-il subi une baisse de 4,1% dans la zone euro, 2,4% aux Etats-Unis et 5,2% au Japon, sous l'effet de la contraction des revenus, en rapport avec l'aggravation du chômage ainsi que la dégradation des conditions financières des entreprises, liée à la crise bancaire.

Au sein des pays émergents, la croissance économique s'est ralentie avec un taux de croissance du PIB de 2,4% en 2009, après 6,1% en 2008, suite au repli des exportations et des investissements directs étrangers. Le taux de croissance réel de l'économie des pays en développement d'Asie est ressorti à 6,6%, après 7,9% en 2008, grâce au dynamisme du commerce intra-régional. La morosité de l'activité économique s'est ressentie également en Afrique-saharienne où le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,1%, après 5,5% en 2008. Cette évolution est en liaison avec le fléchissement des cours des produits de base exportés.

La dégradation de l'activité économique a eu un impact négatif sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage a augmenté dans les pays développés, en ressortant à 9,3% aux Etats-Unis (3,5 points), à 9,4% en Zone euro (1,8 point) et 5,1% au Japon (1,1 point). Les tensions inflationnistes ont été relativement contenues, confortées par la baisse des cours des produits pétroliers et alimentaires, après l'envolée des prix de 2008. En effet, le taux d'inflation s'est inscrit à 0,1% dans les économies avancées (3,4% en 2008) et 5,2% dans les pays émergents et en développement (9,2% en 2008). Dans le contexte de crise de liquidité, un assouplissement de la politique monétaire a été observée dans la plupart des pays développés, avec une baisse des taux directeurs aux Etats-Unis et dans la Zone euro et des opérations de rachat de titres des entreprises en difficulté.

Au niveau des marchés financiers, les plans de relance de l'économie se sont traduits par un redressement des indices boursiers, après une année 2008 catastrophique. Ainsi, les indices du Dow Jones et du Nasdaq (Etats-Unis) ont progressé respectivement de 18,8% et de 53,5%, le CAC 40 de 22,3%, le Footsie à Londres de 22,1%% et le Nikkeï du Japon de 17,3%. Quant au marché des changes, il a été marqué par la dépréciation de l'euro face au dollar (-5,5%), au yen (-16,9%) et l'appréciation de 10,6% face à la livre sterling. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution identique face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA est demeurée contrastée en 2009. En effet, le naira, le cedi ghanéen et le dalasi gambien se sont dépréciés respectivement de 15,7%, 23,7% et 11,1% alors que

2 Sources des données : Rapport annuel 2008 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

le cours du franc guinéen est demeuré constant.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	FCFA par Unité monétaire		Variation
	2008	2009	
Dollar des Etats-Unis	445,99	470,29	5,45%
Franc Suisse	413,23	434,41	5,13%
Livre Sterling	823,78	736,25	-10,63%
Yen Japonais	4,3	5,03	16,90%

Source : BCEAO

Tableau 2 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises de la sous-région

Devises	Moyennes de FCFA par Unité Monétaire		Variation
	2008	2009	
Dalasi	20,00	17,79	-11,05%
Cedi	426,38	325,18	-23,73%
Franc guinéen	0,10	0,10	0,00%
Naïra	3,83	3,23	-15,67%
Leone	0,15	0,14	-6,67%
Escudo	5,95	5,86	-1,51%
$Liberia	7,10	6,53	-8,03%

Source : BCEAO

La plupart des matières premières (excepté l'or et le cacao) ont vu leurs cours moyens baisser en 2009. Le cours moyen annuel de l'or (valeur refuge) a progressé de 11,7% pour s'établir en moyenne à 972,8 dollars, sous l'effet de la vigueur de la demande. Quant au coton-fibre, son cours s'est déprécié de 12,0% en 2009 pour se fixer à 58,6 cents la livre. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est également détérioré de 36,5% en s'établissant à 63,4 dollars contre 99,9 dollars en 2008, imputable au repli de la demande, consécutive à la crise économique.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), une décélération de la croissance économique a été enregistrée en 2009 avec un taux d'évolution du PIB réel de 2,8% après 3,8% en 2008. En effet, les pays de l'Union ont subi les effets de la crise économique à travers une contraction du commerce extérieur**,** du tourisme et des entrées de capitaux. Ce choc a toutefois été atténué par la hausse modérée des récoltes ainsi que la bonne tenue des cours dans le secteur minier, notamment l'or. Pour ce qui est de l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par une décélération du taux d'inflation avec une moyenne de 1,1% contre 7,4% en 2008.

Dans le domaine des finances publiques, les opérations financières se sont traduites par une forte détérioration du déficit global (base engagements et hors dons) qui a atteint 6,3% du PIB en 2009 contre 4,7% en 2008 pour les pays de l'Union, du fait de la récession économique. Cependant**,** les pays ont continuer de bénéficier du soutien des partenaires, dans le cadre de l'exécution de leurs programmes économiques et financiers. Un financement global de 1.066.900 millions contre 699.100 millions a été reçu en 2009, soit un taux de mobilisation de 98,3%. Pour ce qui est de la situation de la

dette publique extérieure, elle s'est soldée par une hausse de 1.868.700 millions, d'où un encours de 10.626.300 millions à fin 2009. Le ratio de l'encours de la dette sur le PIB a connu une hausse, en ressortant à 32,4% en 2009, en hausse de 4,3 points.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette et un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 5.297.200 millions à fin 2009, en hausse de 539.900 millions par rapport à fin 2008, imputable essentiellement à la consolidation de la position nette de l'Institut d'émission. Les réserves de change se sont renforcées de 1.172.200 millions pour se situer à 6.225.900 millions à fin 2009. De même, le crédit intérieur et la masse monétaire ont augmenté respectivement de 18,3% et 14,2%.

En matière de politique monétaire, les actions de la Banque Centrale se sont appuyées sur l'utilisation des instruments indirects de gestion de la liquidité. Ainsi, les taux directeurs ont baissé de 0,50% pour se porter à 4,25% (taux de pension) et 6,25% (taux d'escompte).

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI[3]

Sous l'impulsion du secteur agricole, l'activité économique au Mali a été soutenue en 2009 avec un taux de croissance du PIB, en termes réels, de 4,5% en 2009, après 5,0% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 4.232.905 millions, en hausse de 8,2% par rapport à l'année 2008 où elle s'est portée à 3.912.771 millions.

Courant l'année 2009, le secteur primaire a enregistré une hausse de 5,6% de sa valeur ajoutée en volume contre 13,2% en 2008, imputable en grande partie à la branche consolidée du coton qui a connu une croissance de 16,8% (-16,8% en 2008) en volume, en liaison avec les efforts des acteurs du secteur pour redresser la branche du coton. La branche consolidée du riz a également connu une évolution favorable, en marquant une croissance réelle de 6,0%, en liaison avec la mise en place de l'initiative riz.

Pour ce qui est du secteur secondaire, il observe une croissance réelle de 3,5% en 2009, après une croissance négative de -4,6% en 2007 et 2008. Ce retournement de tendance s'explique par la reprise de l'activité extractive et le maintien de la branche « bâtiments et travaux publics » qui ont affiché des croissances réelles respectives de 1,5% et de 6,0%. En revanche, les autres branches manufacturières ont connu une décélération de 9,2% de leur valeur ajoutée.

Au niveau du secteur tertiaire, ce sont les « autres services non financiers » et le commerce qui ont tiré la croissance à la hausse (3,5%) avec des taux respectifs 5,3% et 4,5% (1,0% et 4,4% en 2008).

Concernant la progression des prix mesurée par l'IHPC, elle s'est établie à 2,2% en 2009, soit 7,0 points de pourcentage de moins qu'en 2008, en raison du recul des prix des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés internationaux, après la flambée enregistrée en 2008.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2009 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, de 151.814 millions, avec un montant de 372.754 millions, soit 8,8**%** du PIB contre un ratio de 5,69% en 2008. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 1.097.800 millions en 2009, après 828.240 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 549.000 millions en 2009, dont 213.500 millions de dépenses de personnel, contre 459.070 millions dont 186.040 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 88,4% et 35,8% en 2008 à 87,9% et 34,2% en 2009. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 725.046 millions au titre de la période sous revue, dont 624.260 millions de recettes fiscales, après 607.300 millions en 2008 dont 519.400 millions de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 17,1% en 2009, contre 15,5% l'année précédente, alors que les recettes fiscales se sont chiffrées à 14,7% en 2009 après 13,3% en 2008. Les dons, pour leur part, ont atteint 193.900 millions (ou 4,6% du PIB et 29,7% des dépenses budgétaires) en 2009, après 134.200 millions (ou 3,4% du PIB et 24,8% des dépenses budgétaires) en 2008.

3 Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

La situation monétaire à fin 2009 a été caractérisée par une forte hausse de la position extérieure nette des institutions monétaires et le repli du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 742.362.700 millions, en hausse de 245.955 millions ou 49,5% par rapport à leur niveau de fin 2008, du fait d'une augmentation de 171.277 millions de la position extérieure de la Banque Centrale et de 74.678 millions de celle des autres institutions monétaires. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est rétracté de 68.978 millions (ou -13,4%) pour s'établir à 446.009 millions à fin 2009. Cette évolution est imputable à la position nette du Gouvernement qui s'est améliorée de 142.791 millions, du fait de la hausse des dépôts de l'Etat, suite à l'encaissement des recettes de privatisation de la SOTELMA. En outre, les concours accordés aux agents privés se sont accrus de 73.813 millions. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.187.904 millions à fin 2009, soit 164.277 millions d'accroissement (ou 16,0%) de plus que son montant de fin 2008, reflétant l'évolution des avoirs extérieurs.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un excédent global de 252.025 millions, après le déficit de 33.278 millions au terme de l'année 2008, imputable aux comptes courant et financier. Quant à la position extérieure globale à fin 2009, elle s'est fixée à -819.930 millions, en amélioration de 2.195 millions, en liaison avec la consolidation du stock d'avoirs extérieurs.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en trois parties :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- l'évolution de la position extérieure globale ;
- les annexes.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La présentation de l'évolution des principales composantes de la balance des paiements du Mali sur la période allant de 2005 à 2009 est faite à travers les tableaux 3 et 4 ci-après. Le tableau 3 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 4 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés aux tableaux A1 et A2. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre catégories d'agents économiques (Administrations Publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Banques primaires), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et banques primaires). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Les principales évolutions de la balance des paiements entre les années 2008 et 2009 se résument comme suit :

- une amélioration de 35,1% du solde des transactions courantes ;
- une consolidation de 41,0% du solde du compte de capital et d'opérations financières (selon la présentation BCEAO) ;
- une hausse de 857,3% de l'excédent du solde global.

TABLEAU 3 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219
Biens	-76 265	39 201	-138 860	-284 672	-100 409
dont marchandises générales	-434 854	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199
PM Exportations FOB	580 673	810 671	745 860	939 129	837 500
Importations FOB	-656 938	-771 470	-884 720	-1 223 801	-941 930
Importations CAF	-826 075	-952 159	-1 091 450	-1 489 974	-1 147 813
Services nets	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505
Transports	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931
Voyages	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511
Serv. fournis ou reçus par les AP	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393
Autres services	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478
Revenus nets	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955
Rémunération des salariés	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065
Revenus des investissements	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020
Transferts courants nets	120 033	169 999	191 680	203 697	229 650
Transferts courants des AP	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344
Transf. courants des autres secteurs	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	243 583	140 101	265 647	456 289	344 252
Compte de capital	108 590	1 180 961	155 331	158 173	194 371
Compte d'opérations financières	134 993	-1 040 860	110 316	298 116	149 881
Investissements directs	118 544	42 953	31 383	80 460	353 841
Investissements de portefeuille & dérivés financi	-7 991	-5 800	-22 316	-41 095	-19 173
Autres investissements	91 418	-1 074 256	101 907	285 360	36 122
dont capitaux publics	83 400	-914 616	87 638	103 334	157 273
Avoirs de réserve	-66 978	-3 757	-658	-26 609	-220 909
Erreurs et omissions nettes	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

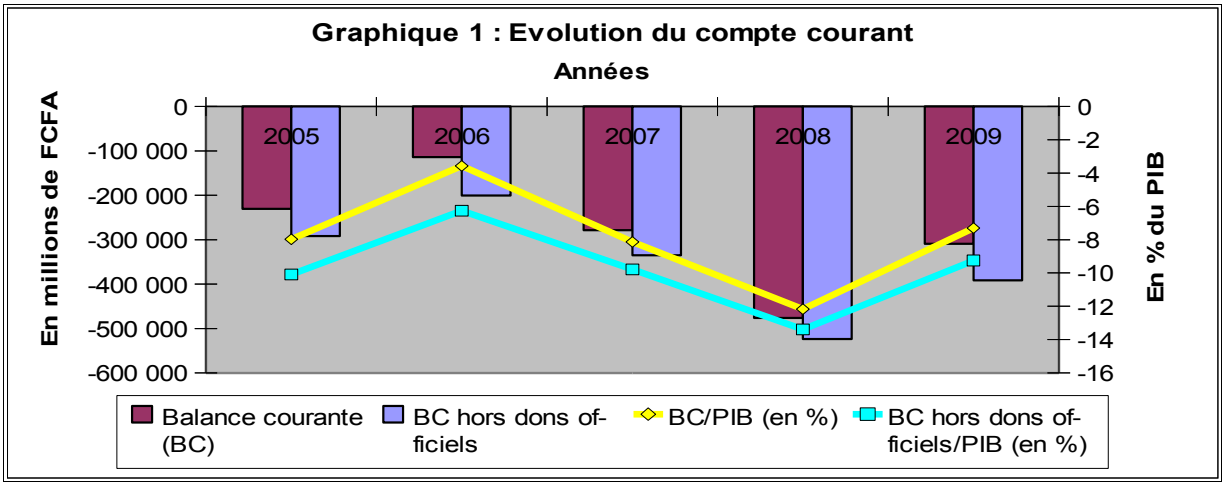
TABLEAU 4 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219
Biens	-76 265	39 201	-138 860	-284 672	-100 409
dont marchandises générales	-434 854	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199
PM Exportations FOB	580 673	810 671	745 860	939 129	837 500
Importations FOB	-656 938	-771 470	-884 720	-1 223 801	-941 930
Importations CAF	-826 075	-952 159	-1 091 450	-1 489 974	-1 147 813
Services nets	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505
Transports	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931
Voyages	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511
Serv. fournis ou reçus par les AP	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393
Autres services	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478
Revenus nets	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955
Rémunération des salariés	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065
Revenus des investissements	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020
Transferts courants nets	120 033	169 999	191 680	203 697	229 650
Transferts courants des AP	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344
Transf. courants des autres secteurs	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	290 639	225 083	254 940	423 011	596 277
Compte de capital	108 590	1 180 961	155 331	158 173	194 371
Compte d'opérations financières	182 049	-955 878	99 609	264 838	401 906
Investissements directs	118 544	42 953	31 383	80 460	353 841
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	2 259	-1 699	-3 749	-7 569	29 126
Autres investissements	61 246	-997 132	71 975	191 947	18 939
dont capitaux publics	83 400	-914 616	87 638	103 334	157 273
Erreurs et omissions nettes	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033
Solde global	47 056	84 982	-10 707	-33 278	252 025
Avoirs et engagements extérieurs	-47 056	-84 982	10 707	33 278	-252 025
Autorités monétaires	-80 453	-59 477	160	-6 905	-224 109
Avoirs	-66 978	-3 757	-658	-26 609	-220 909
Engagements	-13 475	-55 720	818	19 704	-3 200
Banques de dépôts	33 397	-25 505	10 547	40 183	-27 916
Avoirs	-8 096	-48 085	-43 792	44 573	-101 816
Engagements	41 493	22 580	54 339	-4 390	73 900

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

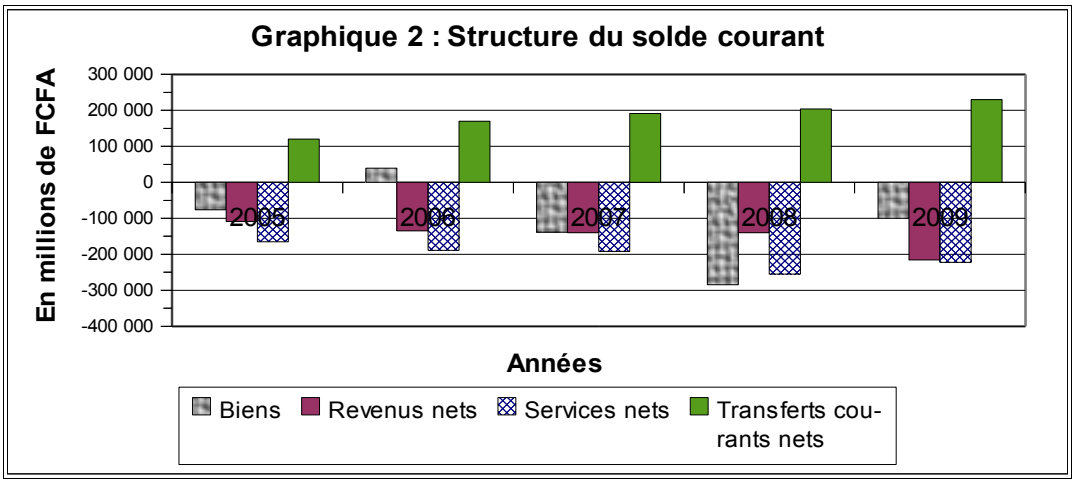
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes, échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2009, est ressorti déficitaire de 309.219 millions, en amélioration de 166.969 millions par rapport au montant de l'année 2008. Cette évolution découle de la diminution du déficit de la balance commerciale et de celles des services et, dans une moindre mesure de la hausse de l'excédent des transferts courants. Rapporté au PIB, le solde du compte courant est en nette amélioration avec un déficit de 7,3% (9,3% hors transferts officiels) en 2009 contre 12,2% (13,4% hors transferts officiels) en 2008. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2005 et 2009.



Sources : BCEAO et INSTAT.

Le graphique 2 ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de biens, de services et de revenus, les flux de transferts courants nets étant positifs. Le déficit des échanges de biens et de services reflète la faible capacité productive du pays tandis que l'orientation positive des transferts courants traduit l'importance de l'assistance extérieure dont bénéficie le pays, aussi bien de la part des maliens résidant à l'extérieur que des partenaires publics au développement. Enfin, le déficit du compte de revenus pourrait s'expliquer par le rapatriement des dividendes des entreprises.



Sources : BCEAO et INSTAT.

1. Evolution de la balance commerciale

Les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées en 2009 par un déficit de 100.409 millions, en amélioration de 184.263 millions par rapport à 2008 où elles avaient affiché un déficit de 284.672 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est renforcé de 64,7%, en liaison essentiellement avec le repli des importations plus important que celui des exportations.

1.1 Evolution des exportations

Au titre de l'année 2009 et sur la base des données ajustées[4], les exportations totales ont atteint 837.500 millions, en diminution 101.629 millions (ou -10,8%) par rapport au montant réalisé en 2008. Cette contraction est liée au repli de toutes les catégories de produits exportés (coton, or non monétaire, animaux vivants et divers produits).

TABLEAU 5 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	221 071	220 770	227 079	289 261	197 689
dont coton	139 656	141 027	110 889	91 921	66 842
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens			267	678	678
Achats de biens dans les ports et aéroports	4 098	2 415	3 336	3 319	3 625
Or non monétaire	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508
TOTAL EXPORT (FOB)	**580 673**	**810 671**	**745 860**	**939 129**	**837 500**

Source : BCEAO, INSTAT.

En effet, les exportations d'or non monétaire ont baissé de 10.363 millions (ou -1,6%) en 2009, en raison du recul de la production de Morila et Sadiola, deux grandes mines du pays dont les réserves sont en cours d'épuisement. Cette situation a été en partie atténuée par la hausse de la production des autres sociétés minières conjuguée avec celle des cours. Par ailleurs, le site de Tabakoto a été réouvert après la fermeture temporaire intervenue en 2008. Les volumes exportés du métal jaune sont passés de 51.749,3 kilogrammes en 2008 à 46.402,7 kilogrammes en 2009 (soit une baisse de 10,3%). En revanche, le secteur a bénéficié de l'évolution favorable des cours, avec un prix moyen à l'exportation qui s'est porté à 13.736,6 FCFA/g en 2009 contre 12.480,8 FCFA/g en 2008 (soit une hausse de 10,1%).

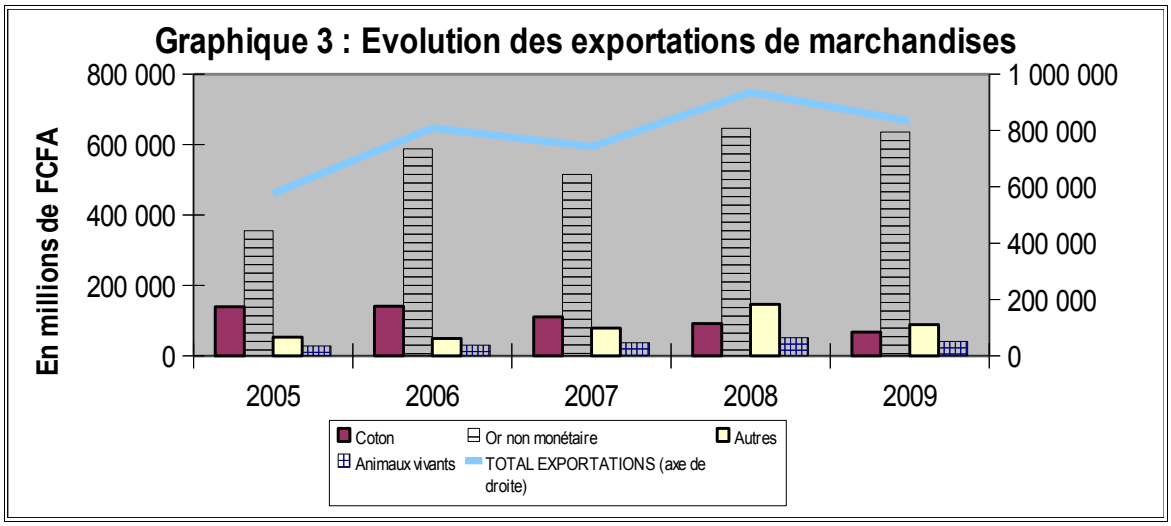
Les exportations de fibre de coton se sont pour leur part chiffrées à 66.841,5 millions en 2009, en baisse de 25.079,5 millions (ou -27,3%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. La baisse du volume exporté de la période (-45,7%) a été atténué par la hausse du prix moyen à l'exportation

4 Le tableau A4 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

qui s'est porté à 712,7FCFA/kg en 2009 contre 648,5FCFA/kg en 2008, la compagnie en charge de la commercialisation du coton ayant obtenu des prix favorables.

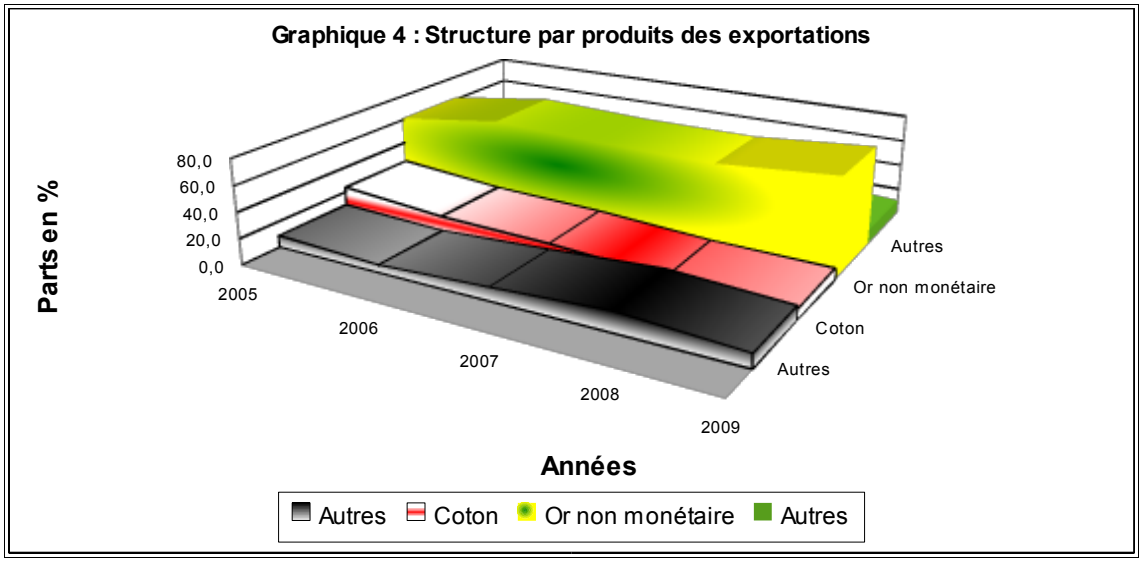
Quant aux exportations d'animaux vivants, elles se sont soldées par une baisse en 2009 en s'établissant à 41.245,0 millions, soit 10.567,0 millions (ou -20,4%) de moins qu'auparavant.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2005 et 2009.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 4 donne la structure des exportations entre 2005 et 2009.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est dégradé en 2009 en s'établissant à 5,5% contre 4,4% l'année précédente, soit 1,0 point de plus. Cette évolution résulte de la baisse des exportations d'une part, et la hausse du service de la dette extérieure par rapport à son niveau de 2008, d'autre part.

TABLEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	580 673	810 671	745 860	939 129	837 500
Service de la dette publique extérieure (*)	56 483	30 761	42 500	41 600	45 900
Service de la dette/export en %	9,7	3,8	5,7	4,4	5,5

Sources : BCEAO, INSTAT, DNTCP.

1.2 Evolution des importations[5]

En 2009, les importations sur la base de leur valeur CAF se sont chiffrées à 1.147.813 millions (cf. tableau 7), en baisse de 342.161,0 millions (ou -23,0%). Cette évolution est consécutive au retournement de la tendance des prix, après la flambée observée en 2008. Le tableau 7 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2005 et 2009.

Tableau 7 : Evolutions des importations totales (CAF)

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	825 063	950 997	1 088 051	1 486 256	1 143 792
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1012	1162	733	1052	1889
Achats de biens dans les ports et aéroports	0	0	2666	2666	2132
TOTAL	**826 075**	**952 159**	**1 091 450**	**1 489 974**	**1 147 813**

Sources : BCEAO, INSTAT.

La forte diminution des importations est induite par l'ensemble des catégories de produits, à savoir les biens d'équipement, les produits pétroliers, les biens intermédiaires et les produits alimentaires.

La valeur à l'importation des machines et véhicules, des produits chimiques et des produits pétroliers s'est repliée respectivement de 32,2%, 31,6% et 18,8%, avec des montants respectifs de 255.283 millions, 130.402 millions et 258.364 millions. De même, les importations de produits alimentaires se sont soldées par une baisse de 3,8% en s'établissant à 179.232 millions, en liaison avec le repli des

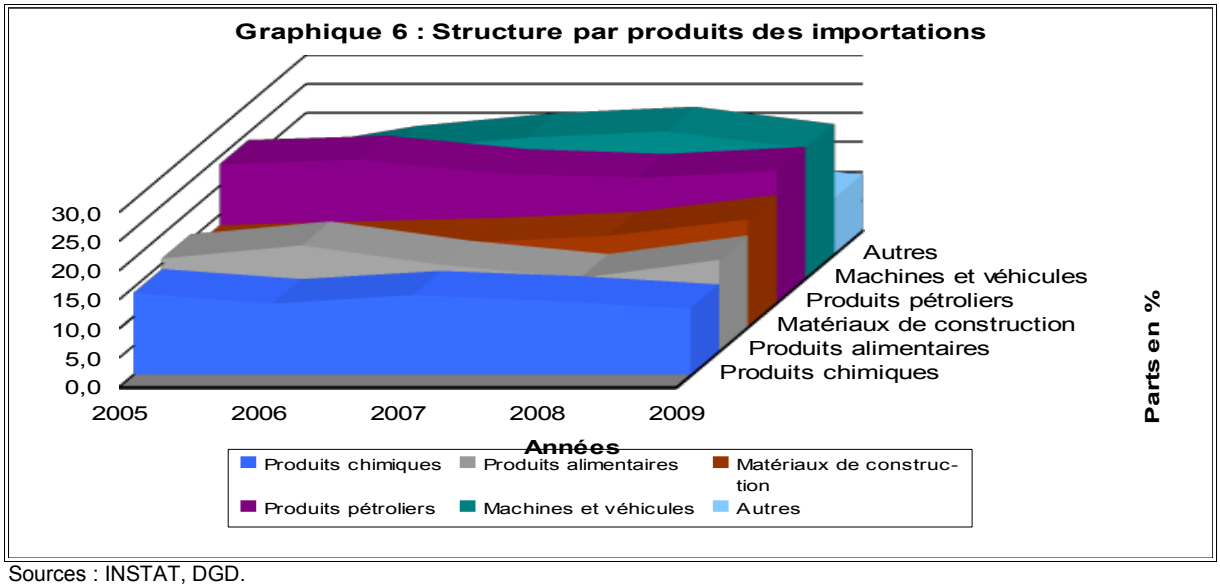
5 Le tableau A6 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2004 et 2008 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7.

prix des denrées alimentaires sur les marchés. La facture des matériaux de construction affiche également une diminution de 9,2%.

Le graphique 5 ci-après présente l'évolution des principales catégories de biens importés entre 2005 et 2009.

Sources : INSTAT, DGD.

La structure par produit des importations de marchandises (graphique 6) a subi des modifications, en liaison avec les évolutions décrites ci-dessus. En effet, les produits pétroliers ont retrouvé leur position prédominante (22,6% des importations) après avoir occupé le second rang les deux dernières années. Ils sont suivis de près par les machines et véhicules qui se placent au second rang avec 22,3% des importations. La structure des autres produits a également subi des changements, avec des parts respectives de 18,5% pour les matériaux de construction, 15,7% pour les produits alimentaires et 11,4% pour les produits chimiques. Quant aux autres biens de consommation, leur part dans les importations totales est ressortie à 9,6%.



Sources : INSTAT, DGD.

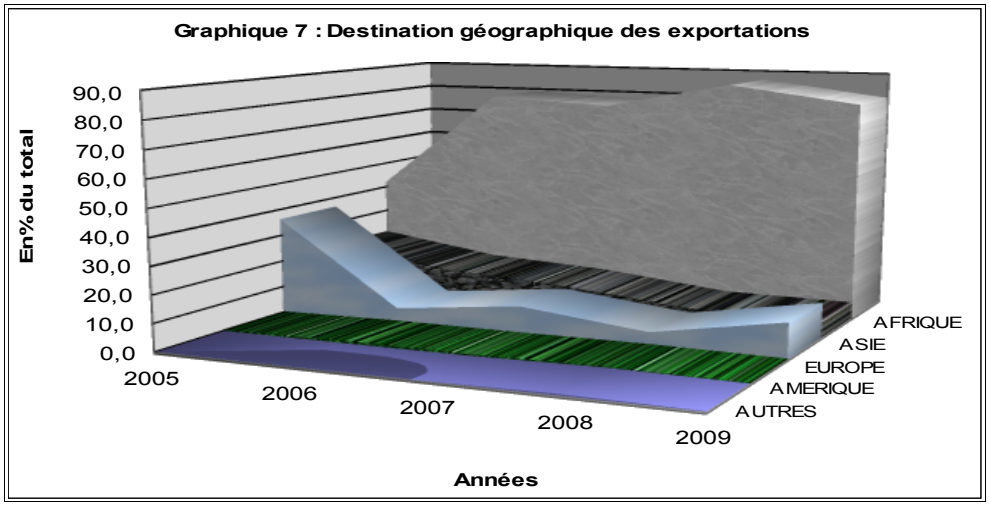
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur

a) Evolution globale

La répartition globale du commerce extérieur du Mali en 2009, sur la base des données officielles, rompt partiellement avec les tendances observées l'année précédente. Cependant, les échanges avec les pays africains dominent toujours le commerce (notamment en raison des exportations d'or vers l'Afrique du Sud) avec une part représentant 80,6% des exportations et 43,1% des importations de biens.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2009, à l'instar des années précédentes, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Europe (cf. graphique 7). En effet, l'Afrique a absorbé un montant de 704.800 millions des exportations du Mali en 2009 (80,6% du total), moins que la valeur de l'année précédente qui se chiffrait 745.585 millions (86,5%). Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 605.382 millions en 2009, constituent la principale explication de cette évolution. En effet, la quasi-totalité de l'or produit est exporté vers ce pays, soit 45.711 tonnes pour une valeur de 57.382 millions après 48.789 tonnes our un montant de 623.970 millions en 2008. Contrairement à l'année précédente, la part des pays de l'UEMOA est en baisse, avec un montant de 84.664 millions et une part de 9,7%, contre 106.393 millions et 12,3% l'année précédente. Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 52.945 millions en 2009, soit 6,1%, après 6,7% en 2008 et 11,6% en 2007. Ce montant est en net déclin avec la crise du secteur coton. Quant au continent européen, sa part a gagné du terrain en 2009, soit 12,9% contre 5,2 % du total des exportations en 2009.

Le graphique suivant présente la structure géographique des exportations.

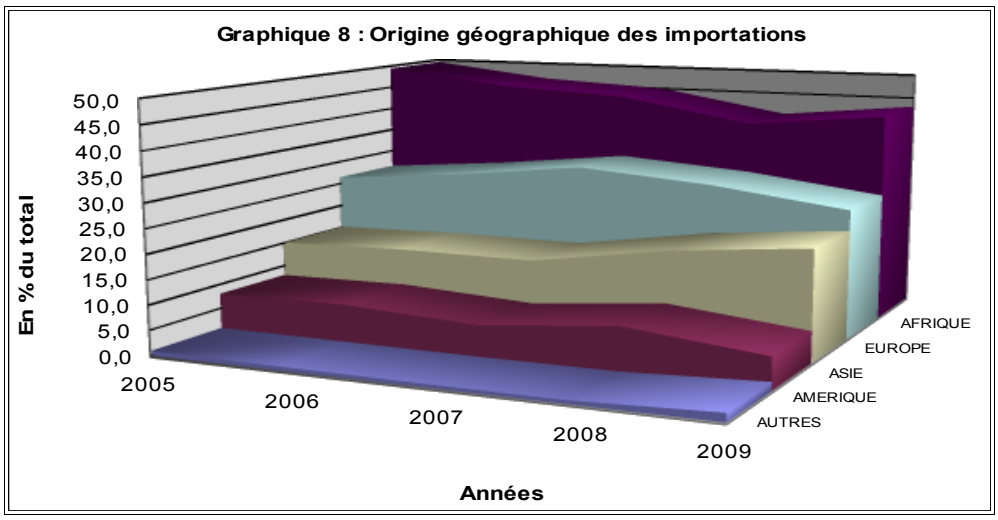


Sources : INSTAT, DGD.

Au niveau des importations (en valeur CAF), la répartition par pays est restée la même durant ces dernières années, marquée par la hausse de la part de l'Asie. Le continent africain conserve sa position de premier fournisseur du Mali, suivi de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique 8). La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 43,1%, correspondant à un montant

de 505.44 millions contre 599.630 millions en 2008. L'Europe a totalisé 26,4% des importations en 2009 (309.842 millions), soit 3,4 points de moins qu'en 2008. La part de la France, partenaire historique du Mali, dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 43,1% en 2009. Quant au continent asiatique, sa part a augmenté en 2009 en ressortant à 22,4% contre 19,9 % en 2008, du fait des avantages comparatifs qu'offre le marché asiatique.

Le tableau A11 en annexe donne le détail sur la structure des importations.



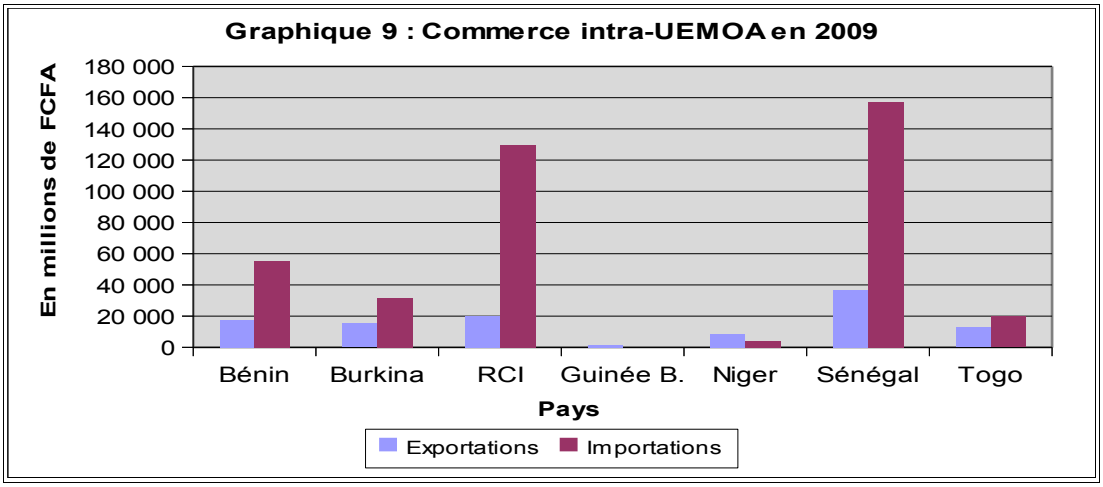
Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

b) Commerce intra-UEMOA[6]

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires en 2008 et 2009, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une diminution de 11,7% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 510.943 millions en 2009 contre 578.615 millions en 2008. La part des autres pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 13,5% (112.892 millions) et celle des importations à 42,4% (398.051millions) en 2009 contre respectivement 13,0% et (121.830 millions) et 37,8% (456.785 millions) en 2008.

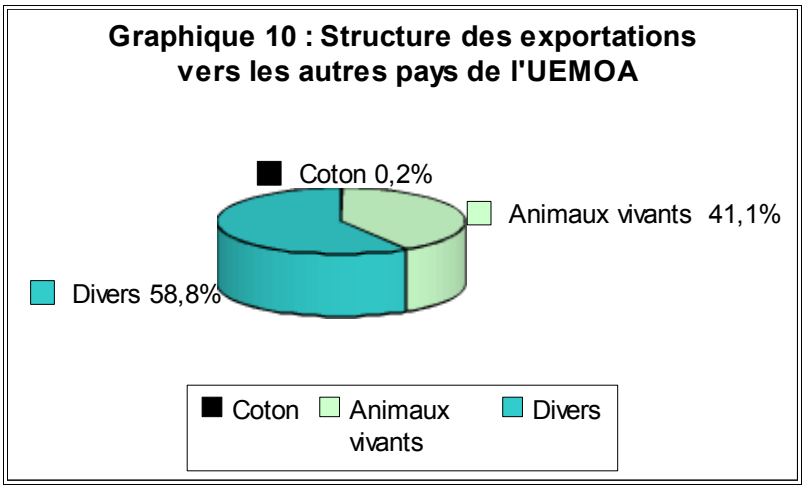
Ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA du Mali fortement déficitaire, avec un solde de -285.159 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 28,4% en 2009 (26,7% en 2008) contre 89,3% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (76,7% en 2008). Le graphique 9 présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2009.

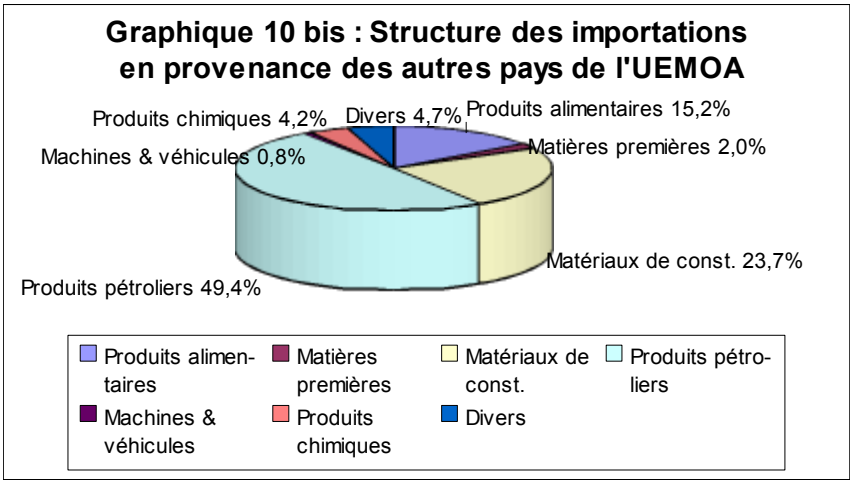
6 L'analyse du commerce intra-UEMOA s'appuie sur les données issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.



La structure par produits des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 34,6% du total des exportations. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 58,8% et 29,8% des exportations d'animaux vivants du Mali.

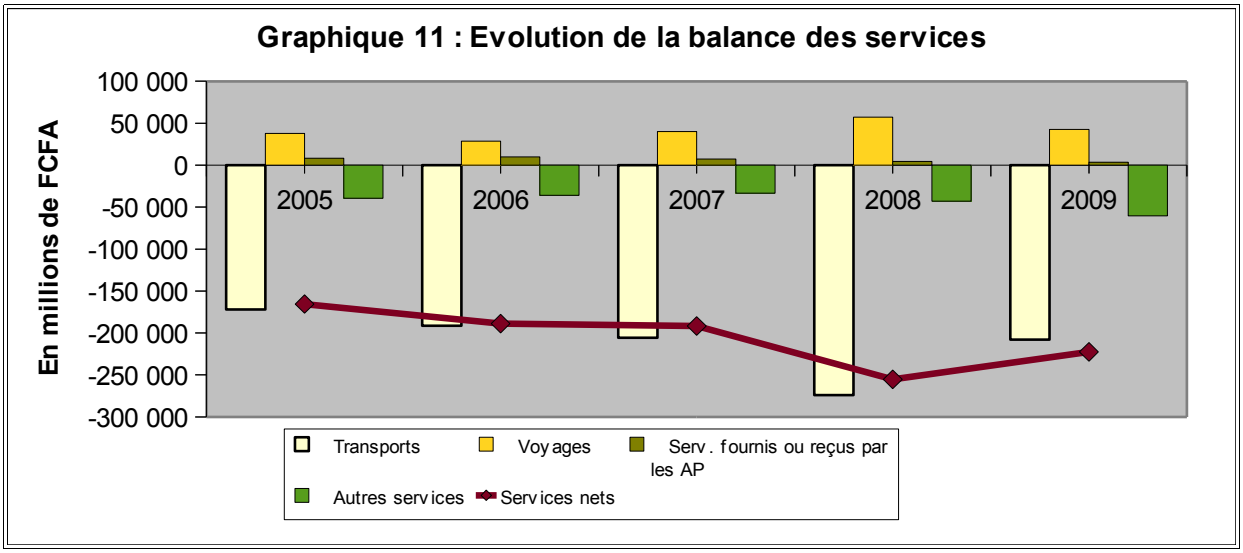
Pour ce qui est des importations communautaires du Mali, les principaux fournisseurs sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire avec respectivement 17,0% et 14,0% des importations totales du pays, après 18,7% et 12,3 % respectivement en 2008. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (21,2% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (10,2%), les produits alimentaires (6,5%) et les produits chimiques (1,8%). Les tableaux A8 et A9 en annexe présentent les exportations et les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2009. Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,0%, en matériaux de construction pour 55,2%, en produits alimentaires pour 41,7% et en produits chimiques (engrais) pour 13,8%. Les graphiques 10 et 10 bis présentent la structure des importations et des exportations en 2009 avec les autres pays de l'UEMOA.




Graphique 10 bis : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA
Produits chimiques 4,2%
Divers 4,7%
Produits alimentaires 15,2%
Machines & véhicules 0,8%
Matières premières 2,0%
Matériaux de const. 23,7%
Produits pétroliers 49,4%
Produits alimen-taires
Matières premières
Matériaux de const.
Produits pétro-liers
Machines & véhicules
Produits chimiques
Divers

2. Evolution de la balance des services

Le déficit de la balance des services s'est atténué en 2009 en se chiffrant à 222.505 millions, en amélioration de 32.722 millions (ou 12,8%) par rapport à son niveau de 2008. Cette évolution est principalement le fait de sa composante « transports », dont le fret de marchandises constitue un poste important, comme le montre le graphique 11 ci-dessous.



Source : BCEAO

2.1 Transports

Ressortant déficitaire de 207.931 millions en 2009, le poste « transports » (de bien et de personnes) a toutefois enregistré une réduction de son déficit de 66.192 millions en 2009, soit une atténuation de 24,1% par rapport à son niveau de 2008. Il ressort du tableau 8 que cette évolution est essentiellement imputable à la réduction du déficit du transport de marchandises (fret) qui est ressorti à -173.292 millions, soit 69.978 millions de moins qu'en 2009. Ceci est en liaison avec la baisse du volume de biens importés courant l'année 2009 (-23,2%).

S'agissant du transport de passagers, son solde s'est fixé à -35.080 millions, en détérioration de 3.588 millions par rapport au montant réalisé en 2008, suite à la hausse de l'activité des compagnies aériennes étrangères représentées au Mali.

TABLEAU 8 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-29 097	-39 348	-27 451	-31 492	-35 080
Fret	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270	-173 292
Autres services de transport	570	2 081	758	639	441
TOTAL TRANSPORTS	**-171 930**	**-191 524**	**-205 583**	**-274 123**	**-207 931**

Source : BCEAO.

TABLEAU 9 : Evolution du fret

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Fret	**-143 403**	**-154 257**	**-178 890**	**-243 249**	**-173 292**
- Fret maritime	-86 218	-94 149	-107 717	-138 645	-95 311
- Fret aérien	-11 757	-12 838	-14 081	-16 943	-12 997
- Autres frets	-45 428	-47 270	-57 092	-87 661	-64 984
P.M. fret sur importations = A	-156 762	-171 179	-195 849	-250 802	-194 445
A / Importations - CAF en %	-19,0	-18,0	-18,0	-17,0	-17,0

Source : BCEAO.

2.2 Voyages

Recensant les dépenses en biens et services effectuées par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour à l'étranger, la rubrique des voyages a affiché un solde excédentaire de 42.511 millions, en repli de 14.667 millions par rapport à son montant de 2008. L'évolution négative des flux nets de voyage est imputable à la baisse de 26,5% des recettes touristiques du Mali. Dans le même temps, les flux débiteurs de voyage ont baissé d'environ 27,2%. Cette situation est la résultante de la crise financière qui a affecté le tourisme au Mali.

Le tableau 10 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2005 et 2009.[7]

TABLEAU 10 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Voyages	**37 688**	**28 689**	**40 151**	**57 178**	**42 511**
- à titre professionnel	7 098	9 497	23 944	12 054	11 531
- à titre personnel	30 590	19 192	16 207	45 124	30 980

Source : BCEAO.

2.3 Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, comprenant les transactions des représentations diplomatiques étrangères et des organismes publics internationaux, ont baissé de 1.163 millions pour s'établir à 3.393 millions en 2008. Cette évolution s'explique par la hausse des dépenses à l'étranger des représentations diplomatiques, celles-ci étant ressorties à 5.768 millions au terme de l'année 2009, après 1.067 millions en 2008. Le tableau 11 résume l'évolution de ces flux entre 2005 et 2009.

7 D'après les informations fournies par l'OMATHO, les voyages à titre personnel contribuent à hauteur de 60% aux recettes touristiques contre 40% pour les voyages à titre professionnel en 2009. En 2008, ces proportions étaient de 58% et 42% respectivement. En revanche, pour les voyages des résidents à l'étranger, les voyages à titre personnel sont estimés à 40% des flux débiteurs contre 60% pour les voyages à titre professionnel.

TABLEAU 11 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393

Source : BCEAO.

2.4 Autres services

Les autres services, qui regroupent les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, miniers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), ont affiché un solde déficitaire de 60.478 millions en 2009, en détérioration de 17.640 millions par rapport à l'année précédente. Cette dégradation du solde est attribuable au poste « autres services aux entreprises » dont le solde s'est affiché à -46.161 millions après -27.207 millions en 2008. Les services de sous-traitance des compagnies minières représentent une composante importante de ce poste. De même, les services de BTP ont enregistré un creusement de leur déficit de l'ordre de 11,9%. En revanche, le solde des services de télécommunication, seul poste excédentaire de cette rubrique, a affiché une augmentation de 2,9% en se portant à 23.181 millions.

Le tableau 12 retrace l'évolution des autres services entre 2005 et 2009.

TABLEAU 12 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	11 233	19 167	19 485	22 534	23 181
Services de BTP	-8 896	-6 804	-17 650	-19 210	-21 499
Services d'assurance	-17 008	-13 178	-13 016	-18 955	-15 999
dont assurance sur marchandises	-12 375	-9 459	-10 846	-15 371	-11 419
Autres services aux entreprises	-24 798	-35 193	-22 313	-27 207	-46 161
TOTAL AUTRES SERVICES	**-39 469**	**-36 008**	**-33 494**	**-42 838**	**-60 478**

Source : BCEAO.

3. Evolution de la balance des revenus

En 2009, le solde de la balance des revenus est ressorti déficitaire de 215.955 millions, après un déficit de 139.986 millions l'année précédente, affichant une dégradation de 75.969 millions (ou -54,3%).

3.1 Rémunération des salariés

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.065 millions, après 4.758 millions en 2008, en baisse de 77,6%. Cette situation est en liaison avec l'accroissement de la masse salariale du personnel résident des organismes internationaux.

3.2 Revenus des investissements

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est fortement creusé en 2009, avec un solde qui est ressorti à 217.020 millions contre 144.744 millions en 2008, marquant ainsi une détérioration de 72.276 millions (ou 49,9%). Cette situation s'explique notamment par l'évolution des revenus des investissements directs dont le solde s'est inscrit à -202.868 millions. A l'instar des années précédentes, le déficit des revenus d'investissement s'explique principalement par l'accroissement des versements de dividendes aux investisseurs étrangers, dans les secteurs aurifère et celui des télécommunications. Dans certaines sociétés du secteur minier, d'importants dividendes ont été distribués courant l'année 2009, ce qui dénote de l'accumulation de bénéfices mis en réserve les années précédentes. Par ailleurs, courant 2009, des versements d'intérêt sur des titre d'emprunt d'un montant de 3.004 millions ont été effectués par une société d'électricité.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 12.400 millions après 12.500 millions en 2008 tandis que les amortissements sur le principal se sont inscrits en hausse. Ces paiements d'intérêt sont faits en faveur des créanciers du Club de Paris, des bailleurs bilatéraux et multilatéraux dont essentiellement le FAD, l'IDA et la BOAD.

Le tableau 13 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2005 et 2009.

Tableau 13 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065
Revenus des investissements	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020
Revenus des investissements directs	-81 432	-112 386	-116 542	-124 058	-202 868
Revenus des investissements de portefeuille	-6 588	-5 146	-12 176	-9 240	-984
Revenus des autres investissements	-23 986	-21 913	-14 472	-11 446	-13 168
dont intérêts sur dette publique extérieure	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400
TOTAL DES REVENUS	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4. Evolution de la balance des transferts courants

Le terme « transferts courants » en balance des paiements désigne une opération entre un résident et un non-résident se traduisant par la fourniture sans contrepartie d'une ressource réelle ou financière. Au terme de l'année 2009, l'excédent de la balance des transferts courants s'est encore consolidé avec un montant de 229.650 millions, en augmentation de 25.953 millions (ou 12,7%) par rapport à 2008. Cette confortable évolution est attribuable aux transferts courants des administrations publiques, ceux des agents économiques privés étant en baisse.

L'évolution des transferts courants entre 2005 et 2009 est résumée dans le tableau 14.

TABLEAU 14 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344
dont aides budgétaires		14 000	27 900	25 000	51 900
Transferts courants nets "Autres secteurs"	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306
dont envois de fonds des travailleurs (net)	54 038	76 080	121 698	141 315	134 363
dont envoi de fonds reçus (crédit)	80 837	100 779	154 872	181 876	200 147
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1 Transferts courants des administrations publiques

Les transferts courants nets des administrations publiques sont ressortis à 82.344 millions, en croissance de 34.829 millions (ou 73,3%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de l'aide budgétaire reçue par l'Administration Publique qui s'est chiffrée à 54.400 millions, après 25.000 millions en 2008, ainsi qu'à la hausse des autres subventions reçues par le pays. En effet, plusieurs bailleurs ont décidé d'aller vers l'appui budgétaire global dans le cadre de l'aide publique qu'ils accordent au Mali.

4.2 Transferts courants des autres secteurs

Concernant les flux de transferts nets des autres secteurs de l'économie, notamment les ménages, ils ont atteint un montant de 147.306 millions en 2009, correspondant à une baisse de 8.876 millions par rapport à leur niveau de 2008. Les envois de fonds nets des travailleurs (ou transferts des migrants), principale composante de ce poste, ont enregistré une diminution de 4,9% sur la période pour se chiffrer à 134.363 millions, du fait de la hausse des transferts privés émis à l'étranger. Quant aux fonds reçus par les résidents en provenance de leurs compatriotes établis à l'étranger, ils se sont chiffrés à 200.147 millions, après 181.876 millions en 2008, soit une hausse de 10,0%. S'agissant des ressources mobilisées par les Organisations Non Gouvernementales, elles ont enregistré un recul de 1.924 millions, en liaison avec la morosité des activités dans ce domaine.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières, qui retrace les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, et qui est structurellement excédentaire au Mali, s'est porté à un montant de 344.252 millions en 2009, après 456.289 millions précédemment (selon la présentation standard de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI). Cette évolution découle d'une détérioration du solde des opérations financières.

1. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2009, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, s'est fixé à 194.371 millions, en augmentation de 36.198 millions ou 22,9% par rapport à son niveau de 2008. Cette situation est attribuable à l'accroissement des afflux de capital en direction des administrations publiques. En effet, l'aide publique des partenaires financiers dont le pays a bénéficié, notamment au titre des dons-projets et de l'appui budgétaire sectoriel, a affiché un montant de 143.802 millions, en augmentation de 34.602 millions par rapport à l'année précédente. Quant à la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, le montant enregistré est de 13.027 millions, après 10.919 millions en 2008.

Pour ce qui est des transferts de capital des autres secteurs, ils ont baissé de 512 millions en se portant à 37.898 millions. Ces transferts concernent les ressources reçues par les Organisations Non essentiellement pour financer les investissements ainsi que les investissements dans l'immobilier des non résidents. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, pour leur part, se sont maintenues en se fixant à -356 millions.

TABLEAU 15 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	108 906	1 181 271	155 643	158 529	194 727
Transferts de capital des administrations publiqu	102 552	1 175 349	140 900	120 119	156 829
- remises de dettes (PPTE et IADM)	30 052	1 107 451	10 700	10 919	13 027
dont IADM		1 085 200			
- autres transferts de capital	72 500	67 898	130 200	109 200	143 802
Transferts de capital "Autres secteurs"	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-316	-310	-312	-356	-356
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	**108 590**	**1 180 961**	**155 331**	**158 173**	**194 371**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières, qui englobe les créances et engagements financiers vis-à-vis des investisseurs, ainsi que les avoirs et engagements des divers secteurs de l'économie vis-à-vis de l'étranger s'est soldé, au terme de l'année 2009, par un montant de 149.881 millions, en repli de 148.235 millions par rapport à son niveau de 2008. Ce résultat reflète la forte baisse des autres investissements, compensée en partie par l'augmentation des investissements directs dans l'économie. Le tableau 16 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 2005 et 2009.

TABLEAU 16 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	118 544	42 953	31 383	80 460	353 841
Investissements de portefeuille & dérivés financie	-7 991	-5 800	-22 316	-41 095	-19 173
Autres investissements	91 418	-1 074 256	101 907	285 360	36 122
dont capitaux publics	83 400	-914 616	87 638	103 334	157 273
dont IADM (débit)		-1 020 500			
Avoirs de réserve	-66 978	-3 757	-658	-26 609	-220 909
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	**134 993**	**-1 040 860**	**110 316**	**298 116**	**149 881**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Investissements directs

Les investissements directs nets, qui prennent en compte les investissements étrangers, à travers la création de sociétés à participation étrangère, les bénéfices réinvestis ainsi que les engagements nets vis-à-vis des sociétés affiliées, se sont portés à 353.841 millions en 2009, après 80.460 millions en 2008, enregistrant ainsi une importante hausse de 273.381 millions. Cette hausse des IDE en 2009 est consécutive à la cession de la SOTELMA (Société de Télécommunications du Mali) à Maroc Télécom pour un montant 180.400 millions. A cela s'ajoute une importante augmentation des engagements envers les investisseurs directs, notamment pour les compagnies minières qui démarrent ou renforcement leur activité. Ainsi, les flux créditeurs d'investissements directs sont ressortis à 572.548 millions après 218.421 millions en 2008 et les flux débiteurs ont atteint 218.707 millions contre 137.961 millions en 2008.

2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers

En ce qui concerne les investissements de portefeuille et dérivés financiers, leur solde net s'est fixé à -19.173 millions, après -41.095 millions en 2008. La baisse des encours des titres de créances (obligations et autres titres d'emprunt) étrangers détenus par le secteur bancaire, suite aux acquisitions de l'année précédente, explique cette évolution. En effet, les flux débiteurs des acquisitions de titres de participation et autres instruments du marché monétaire se sont portés à 81.534 millions en 2009, après 113.986 millions en 2008, traduisant l'amortissement des titres acquis. Du côté des engagements, les mouvements enregistrés courant l'année 2009 traduisent le recours de l'Administration Publique au marché pour leur financement (émission de bons et d'obligations du Trésor). Le montant de ces engagements bruts courant l'année 2009 est de 25.676 millions de FCFA et celui des remboursement effectués s'est inscrit à 14.200 millions en 2008. Au niveau du secteur privé, dans le secteur des télécommunications, il a été noté la diminution du stock de titres détenus par des non-résidents.

2.3 Autres investissements

Cette composante, qui recense principalement les avoirs et engagements sur les opérations de prêts et de dépôt, est ressortie excédentaire de 36.122 millions à fin 2009, après 285.360 millions en 2008. Cette situation s'explique par la hausse des avoirs et la baisse des engagements extérieurs. Au niveau des avoirs, c'est le secteur privé, et dans une moindre mesure, le secteur bancaire privé qui est à l'origine de la hausse des avoirs à l'étranger en 2009. Il s'agit notamment des avoirs en monnaie et des dépôts du secteur privé, en liaison avec les importantes réserves détenues par les compagnies minières à l'étranger. En effet, les flux débiteurs des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts ainsi que les autres avoirs se sont portés à 152.730 millions en 2009 contre 19.788 millions en 2008. Par ailleurs, les engagements du secteur bancaire ont baissé après la forte croissance enregistrée en 2008 alors que ceux de l'Administration Publique sont en hausse avec des tirages qui se sont élevés à 200.800 millions, après 199.900 millions en 2008, soit 100.900 millions de plus. Les amortissements de dette se sont chiffrés à 43.527 millions après 29.100 millions en 2008.

2.4 Avoirs de réserve

Les avoirs nets de réserve ont augmenté en se situant à 220.909 millions, après 26.609 millions l'année précédente, marquant ainsi une hausse de 194.300 millions. Cette progression découle essentiellement de la hausse 173.150 des avoirs en devises et de l'augmentation des DTS détenus pour un montant de 52.342 millions. Quant à la position de réserve auprès du Fonds Monétaire International, elle est moins confortable que précédemment.

DEUXIEME PARTIE

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

I. BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2009, les avoirs extérieurs nets des banques se sont consolidés de 27.916 millions, en s'établissant à -10.208 millions, après -38.124 millions à fin 2008. Cette évolution est imputable à une croissance plus élevée des avoirs extérieurs des institutions bancaires (101.816 millions ou 55,0%) qui se sont établis à 286.954 millions. En particulier, les avoirs auprès des banques et correspondants étrangers ont aussi augmenté de 35,3% pour se situer à 123.883 millions.

De même, les engagements extérieurs se sont accrus de 73.900 millions en se portant à 297.162, après 223.262 millions en 2008, enregistrant ainsi une hausse de 33,1%. L'augmentation des engagements des banques est portée principalement par les engagements à court terme, ceux à moyen et long terme ayant baissé de 4.785 millions (ou -15,2%) sur la période. En effet, les engagements à court terme se sont renforcés de 78.685 millions (ou 41,0%) pour atteindre 270.540 millions à fin 2009.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 17.

TABLEAU 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	**137 834**	**185 919**	**229 711**	**185 138**	**286 954**
dont banques et correspondants	77 659	100 694	98 979	91 561	123 883
Engagements	**150 733**	**173 313**	**227 652**	**223 262**	**297 162**
Court terme	133 487	156 180	209 782	191 855	270 540
dont banques et correspondants	18 657	77 215	123 247	81 048	126 525
Moyen et long termes	15 542	17 133	17 870	31 407	26 622
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	**-12 899**	**12 606**	**2 059**	**-38 124**	**-10 208**

Source : BCEAO.

II. BANQUE CENTRALE

A l'instar de l'évolution de la position extérieure des banques de dépôts, les avoirs nets de l'Institut d'Emission se sont raffermis sur la période, avec une forte hausse concomitante des avoirs. En effet, ils se sont fixés à 702.758 millions à fin 2009, après à 478.649 millions à fin 2008, marquant ainsi une hausse de 46,8%. Les avoirs ont nettement progressé (220.909 millions ou 43,4%) en s'établissant à 729.358 millions en 2009, du fait de l'évolution favorable des avoirs en devises et des droits de tirage spéciaux qui sont passés respectivement de 497.982 millions et 39 millions en 2008 à 671.132 millions et 52.381 millions en 2009. Cette situation est en liaison avec la cession de la SOTELMA aux investisseurs étrangers (180.400 millions) ainsi que l'allocation de DTS par le FMI (49.200 millions).

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils se sont repliés de 3.200 millions (ou 10,7%) en raison de la baisse des engagements envers les banques et institutions étrangères. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 1.112 millions en atteignant 19.980 millions à fin 2009, avec le programme économique et financier appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Le tableau 18 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2005 et 2009.

TABLEAU 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
AVOIRS	**477 395**	**481 508**	**482 156**	**508 449**	**729 358**
Position de réserve	9 520	5 289	4 174	10 428	4 870
DTS détenus	148	26	35	39	52 381
Avoirs en devises	467 727	476 193	477 947	497 982	671 132
Autres créances					975
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
ENGAGEMENTS	**64 814**	**9 536**	**9 759**	**29 800**	**26 600**
Recours aux crédits du Fonds	60 713	3 991	5 633	18 868	19 980
Banques et institutions étrangères	4 118	3 932	4 463	10 972	4 449
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	-17	1 613	-337	-40	2 171
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
AVOIRS NETS	**412 581**	**471 972**	**472 397**	**478 649**	**702 758**

Source : BCEAO.

Cette évolution de la position extérieure des institutions monétaires, notamment la Banque Centrale, reflète la consolidation du solde global de la balance des paiements. Celui-ci a enregistré un excédent de 252.025 millions à la fin de l'année 2009, après un déficit de 33.278 millions à fin 2008, soit une amélioration de 285.303 millions. Le tableau 19 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2005 et 2009.

TABLEAU 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	-33 397	25 505	-10 547	-40 183	27 916
Variation AEN Banque centrale	80 607	59 391	425	6 905	224 109
Contrepartie des réévaluations	-154	86	-585	-253	-635
SOLDE GLOBAL	**47 056**	**84 982**	**-10 707**	**-33 278**	**252 025**

Source : BCEAO.

III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2009, la PEG du Mali s'est fixée à -819.930 millions, après -822.125 en 2008, en amélioration de 2.195 millions par rapport à son niveau de 2008. Cette évolution favorable résulte d'une augmentation plus importante des avoirs que celle des engagements. En effet, les avoirs extérieurs totaux se sont établis 1.074.484 millions à fin 2009, en hausse de 282.553 millions (ou 35,7%) par rapport à l'année précédente. Ceci est en liaison avec l'augmentation des avoirs de réserve mentionnée plus haut, dont l'allocation de DTS de 49.200 millions par le FMI. Le stock des avoirs de réserve s'est en effet établi à 728.572 millions à fin 2009, soit 219.934 millions de plus que le montant de 2008.

Concernant les engagements financiers du Mali, ils se sont situés à 1.894.414 millions à fin 2009, en hausse de 280.358 millions (ou 17,4%) par rapport à 2008. L'encours de la dette publique extérieure (y compris les engagements envers le FMI) a augmenté de 16.034 millions par rapport à son niveau de décembre 2008. Le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est amélioré de 1,6 point de pourcentage en s'établissant à -19,4% contre -21,0 % à fin 2008.

Le tableau 20 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2005 et 2009.

TABLEAU 20 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	**-480 265**	**-479 082**	**-425 358**	**-455 629**	**-852 483**
Avoirs	4 374	1 870	5 407	5 163	4 807
Engagements	484 639	480 952	430 765	460 792	857 290
Capital social et bénéfice réinvestis	363 962	338 945	291 923	286 834	261 408
Autres capitaux	120 677	142 007	138 842	173 958	595 882
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	**18 168**	**41 285**	**2 131**	**66 375**	**86 701**
Avoirs	36 796	60 275	34 261	104 368	130 144
Engagements	18 628	18 990	32 130	37 993	43 443
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	**-1 732 894**	**-689 830**	**-718 199**	**-941 509**	**-782 720**
Avoirs	233 069	248 411	246 337	173 762	210 961
Engagements	1 965 963	938 241	964 536	1 115 271	993 681
dont : Prêts Administrations Pub. (hors F	1 674 487	629 000	671 700	848 000	864 034
Engagements vis-à-vis du FMI	60 713	3 991	5 633	18 868	19 980
AVOIRS DE RESERVE	**477 395**	**481 508**	**481 714**	**508 638**	**728 572**
TOTAL DES AVOIRS	**751 634**	**792 064**	**767 719**	**791 931**	**1 074 484**
TOTAL DES ENGAGEMENTS	**2 469 230**	**1 438 183**	**1 427 431**	**1 614 056**	**1 894 414**
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	**-1 717 596**	**-646 119**	**-659 712**	**-822 125**	**-819 930**

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

TROISIEME PARTIE

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont: les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace

aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du

document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1 Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les représentants de la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Elevage, la Direction Nationale des Services Vétérinaires, la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales, la Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes (DNTTMF), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	Variation
AVOIRS				
Statistiques financières internationales	484 400	504 800	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	481 840	508 449	729 358	220 909
Ajustements				
Total avoirs en balance des paiements	**481 840**	**508 449**	**729 358**	**220 909**
ENGAGEMENTS				
Statistiques financières internationales	10 100	29 800	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	21 300	41 392	90 390	48 998
dont Allocation DTS	11 204	11 552	63 790	52 238
Ajustements	-4			
Total engagements en balance des paiements	**10 096**	**29 800**	**26 600**	**-3 200**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**471 744**	**478 649**	**702 758**	**224 109**

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	Variation
AVOIRS				
Statistiques financières internationales	217 400	190 700	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	198 277	190 734	288 109	97 375
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 477	-14 016	-14 896	-880
Débiteurs divers	112	97	217	120
Divers-comptes d'ordre	0	3	0	-3
Billets externes UMOA	8 837	8 320	13 524	5 204
Ajustements	29 962			
Total avoirs en balance des paiements	**229 711**	**185 138**	**286 954**	**101 816**
ENGAGEMENTS				
Statistiques financières internationales	133 200	161 400	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	132 427	161 383	184 080	22 697
Comptes exigibles après encaissement	-5 801	-12 760	-14 731	-1 971
Dépôts des Maliens de l'extérieur	117 257	74 541	127 791	53 250
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0	0
Créditeurs divers	0	98	21	-77
Divers-comptes d'ordre	0	0	1	1
Ajustements	-16 231			
Total engagements en balance des paiements	**227 652**	**223 262**	**297 162**	**73 900**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**2 059**	**-38 124**	**-10 208**	**27 916**

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

TABLEAU A3 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Biens	-76 265	39 201	-138 860	-284 672	-100 409
dont marchandises générales	-434 854	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199
Services nets	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505
Revenus nets	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955
Transferts courants nets	120 033	169 999	191 680	203 697	229 650
Balance courante (BC)	**-230 883**	**-114 306**	**-278 513**	**-476 188**	**-309 219**
P I B*	2 894 000	3 201 470	3 424 520	3 912 800	4 232 900
BC/PIB (en %)	-8,0	-3,6	-8,1	-12,2	-7,3
BC hors dons officiels	-291 970	-200 426	-335 282	-523 703	-391 563
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-10,1	-6,3	-9,8	-13,4	-9,3

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et INSTAT

TABLEAU A4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Coton	140 494	131 951	94 557	92 430	68 823
Pierres et métaux précieux	369 019	588 315	515 178	645 871	668 528
Animaux vivants	27 829	27 544	37 601	51 812	41 245
Autres	34 602	45 485	38 300	71 982	62 712
Total statistiques douanières	**571 944**	**793 295**	**685 636**	**862 095**	**841 308**
Ajustements de valeur (non contrôlé)		5 885	40 668	79 246	28 228
Ajustements de champ	4 631	9 076	16 220	-5 531	-36 339
EXPORTATIONS AJUSTEES	**576 575**	**808 256**	**742 524**	**935 810**	**833 197**

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur).Les ajustements de valeur concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de champ permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices. Pour l'année 2009, ces ajustements concernent essentiellement les exportations d'or non monétaire vers la France .

TABLEAU A5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Coton	139 656	141 027	110 889	91 921	67 447
part en %	24,2	17,4	14,9	9,8	8,1
Or non monétaire	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508
part en %	61,7	72,7	69,4	69,0	76,3
Animaux vivants	27 829	30 204	37 601	51 812	41 245
part en %	4,8	3,7	5,1	5,5	5,0
Autres	53 586	49 539	78 856	146 206	88 997
part en %	9,3	6,1	10,6	15,6	10,7
TOTAL EXPORTATIONS	**576 575**	**808 256**	**742 524**	**935 810**	**833 197**

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A6 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	134 337	167 058	155 154	186 118	181 892
Produits pétroliers	196 532	227 913	232 611	318 041	256 693
Produits chimiques	119 930	116 848	143 611	190 709	152 518
Machines et véhicules	155 844	214 451	257 802	376 608	261 034
Matériaux de construction	124 781	132 644	147 579	231 878	207 183
Autres	82 427	92 949	111 101	185 436	114 747
Total statistiques douanières	**813 851**	**951 863**	**1 047 858**	**1 488 790**	**1 174 067**
Ajustements de valeur (informel)		25 370	66 752	21 312	15 288
Ajustements de champ	11 212	-26 236	-26 559	-23 846	-45 563
Imports de marchandises gles ajustées CAF	**825 063**	**950 997**	**1 088 051**	**1 486 256**	**1 143 792**
Fret	-156 762	-171 179	-195 849	-250 802	-194 445
Assurance sur marchandises	-12 375	-9 510	-10 881	-15 371	-11 438
IMPORTATIONS FOB	**655 926**	**770 308**	**881 321**	**1 220 083**	**937 909**

Sources : BCEAO, INSTAT, Direction Générale des Douanes (DGD).

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de valeur concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de champ sont relatives aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères (dont le montant est important en 2009), déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A7 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	130 771	171 959	161 105	186 302	179 232
part en %	15,8	18,1	14,8	12,5	15,7
Produits pétroliers	196 047	232 987	241 533	318 041	258 364
part en %	23,8	24,5	22,2	21,3	22,6
Machines et véhicules	148 856	209 204	263 311	376 608	255 283
part en %	18,0	22,0	24,2	25,3	22,3
Matériaux de construction	109 593	132 298	157 468	232 510	211 040
part en %	13,3	13,9	14,5	15,6	18,5
Produits chimiques	116 006	116 848	149 272	190 709	130 402
part en %	14,1	12,3	13,7	12,8	11,4
Autres	123 790	87 701	115 362	185 804	109 471
part en %	15,0	9,2	10,6	12,5	9,6
TOTAL	**825 063**	**950 997**	**1 088 051**	**1 489 974**	**1 143 792**

Sources : INSTAT, DGD.

Tableau A8 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2009

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,5	0,7	0,0	0,2	7,6	0,0	9,0
	% Exports totales	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,6	0,0	0,7
	Millions FCFA	0	361	466	0	109	5 114	2	6 051
Or	% Exports Or								0,0
	% Exports totales								0,0
	Millions FCFA								0
Animaux vivants	% Exports Animaux	3,0	1,3	29,8		1,6	58,8	0,2	94,7
	% Exports totales	0,1	0,1	1,5		0,1	2,9	0,0	4,7
	Millions FCFA	1 244	533	12 294	0	648	24 239	99	39 057
Divers	% Exports totales	2,0	1,7	0,9	0,2	1,0	0,9	1,5	8,1
	Millions FCFA	16 287	14 434	7 392	1 791	8 032	7 203	12 646	67 784
Total	**% Exports totales**	**2,1**	**1,8**	**2,4**	**0,2**	**1,1**	**4,4**	**1,5**	**13,5**
	Millions FCFA	**17 531**	**15 327**	**20 152**	**1 791**	**8 790**	**36 555**	**12 747**	**112 892**

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A9 : Importations (FOB) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2009

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	1,6	0,9	27,9		0,0	9,4	1,6	41,7
	% Imports totales	0,2	0,1	4,4		0,0	1,5	0,3	6,5
	Millions FCFA	2 302	1 238	40 501	452	52	13 602	2 366	60 512
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	25,2	12,4	20,0		0,0	36,4	0,0	98,0
	% Imports totales	5,7	2,8	4,5		0,0	8,2	0,0	21,2
	Millions FCFA	52 818	25 950	41 858		0	76 128	15	196 768
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,4	18,8		0,0	33,4	2,6	55,2
	% Imports totales	0,0	0,1	3,5		0,0	6,2	0,5	10,2
	Millions FCFA	0	720	32 070		5	57 053	4 490	94 338
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,1	0,4		0,0	0,2	0,2	0,9
	Millions FCFA	38	623	3 687		1	1 693	1 921	7 962
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,1	0,5		0,0	0,1	0,8	1,5
	% Imports totales	0,0	0,0	0,1		0,0	0,0	0,2	0,3
	Millions FCFA	1	268	1 054		11	145	1 578	3 058
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,4	7,3		0,0	5,2	2,9	15,8
	% Imports totales	0,0	0,0	0,8		0,0	0,6	0,3	1,8
	Millions FCFA	0	386	7 686		28	5 492	3 060	16 651
Divers	% Imports totales	0,0	0,3	0,3		0,4	0,3	0,7	2,0
	Millions FCFA	2	2 626	2 741		4 048	2 966	6 379	18 762
Total	**% Imports totales**	**6,0**	**3,4**	**14,0**	**0,0**	**0,4**	**17,0**	**2,1**	**43,0**
	Millions FCFA	**55 160**	**31 809**	**129 597**	**452**	**4 145**	**157 079**	**19 809**	**398 051**

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A10 : Orientation géographique des exportations du Mali de 2005 à 2009

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**207 825**	**36,3**	**44 116**	**5,6**	**71 656**	**10,5**	**44 601**	**5,2**	**112 477**	**12,9**
Union européenne	33 432	5,8	31 911	4,0	40 295	5,9	22 375	2,6	49 845	5,7
dont France	12 793	2,2	8 604	1,1	5 978	0,9	10 887	1,3	7 424	0,8
Autres pays européens	174 393	30,5	12 205	1,5	31 361	4,6	22 226	2,6	62 632	7,2
AFRIQUE	**240 145**	**42,0**	**627 883**	**79,1**	**529 458**	**77,2**	**745 585**	**86,5**	**704 800**	**80,6**
UEMOA	29 318	5,1	39 134	4,9	53 763	7,8	106 393	12,3	84 664	9,7
Côte d'Ivoire	7 434	1,3	9 794	1,2	17 123	2,5	22 084	2,6	16 347	1,9
Sénégal	16 212	2,8	21 104	2,7	29 085	4,2	58 914	6,8	47 989	5,5
Burkina Faso	1 408	0,2	6 221	0,8	5 196	0,8	8 298	1,0	14 996	1,7
Bénin	2 959	0,5	924	0,1	694	0,1	6 570	0,8	3 168	0,4
Togo	214	0,0	447	0,1	862	0,1	8 272	1,0	811	0,1
Guinée Bissau	16	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	15	0,0
Niger	1 075	0,2	644	0,1	803	0,1	2 254	0,3	1 339	0,2
Autres	210 827	36,9	588 749	74,2	475 695	69,4	639 192	74,1	620 136	70,9
AMERIQUE	**2 306**	**0,4**	**7 857**	**1,0**	**5 111**	**0,7**	**8 677**	**1,0**	**2 651**	**0,3**
Etats-Unis	995	0,2	1 475	0,2	2 145	0,3	7 205	0,8	1 741	0,2
Autres	1 311	0,2	6 382	0,8	2 966	0,4	1 472	0,2	910	0,1
ASIE	**121 510**	**21,2**	**113 037**	**14,2**	**79 397**	**11,6**	**57 907**	**6,7**	**52 945**	**6,1**
Chine	33 222	5,8	49 457	6,2	15 255	2,2	15 947	1,8	15 029	1,7
Taiwan	6 843	1,2	8 909	1,1	2 546	0,4	853	0,1	466	0,1
Autres	81 445	14,2	54 671	6,9	61 596	9,0	41 107	4,8	37 450	4,3
AUTRES	**158**	**0,0**	**402**	**0,1**	**14**	**0,0**	**5 325**	**0,6**	**1 436**	**0,2**
Total	**571 944**	**100**	**793 295**	**100**	**685 636**	**100**	**862 095**	**100**	**874 308**	**100**

Sources : Calcul BCEAO sur données DNSI, DNGM, CMDT.

TABLEAU A11 : Orientation géographique des importations du Mali de 2005 à 2009

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**215 350**	**26,5**	**274 144**	**28,8**	**283 383**	**27,0**	**444 380**	**29,8**	**309 842**	**26,4**
Union européenne	186 857	23,0	244 368	25,7	269 484	25,7	365 176	24,5	258 259	22,0
dont France	102 823	12,6	145 041	15,2	156 292	14,9	207 107	13,9	133 561	11,4
Autres pays européens	28 493	3,5	29 776	3,1	13 899	1,3	79 204	5,3	51 583	4,4
AFRIQUE	**401 991**	**49,4**	**441 694**	**46,4**	**533 908**	**51,0**	**599 630**	**40,3**	**505 442**	**43,1**
UEMOA	310 841	38,2	360 901	37,9	446 179	42,6	467 212	31,4	401 977	34,2
Côte d'Ivoire	84 153	10,3	103 352	10,9	132 873	12,7	154 689	10,4	143 033	12,2
Sénégal	93 327	11,5	115 367	12,1	207 269	19,8	256 691	17,2	162 307	13,8
Burkina Faso	4 067	0,5	8 966	0,9	17 183	1,6	2 370	0,2	2 248	0,2
Bénin	75 528	9,3	85 666	9,0	46 780	4,5	33 269	2,2	63 820	5,4
Togo	53 216	6,5	47 155	5,0	41 886	4,0	20 114	1,4	30 521	2,6
Guinée Bissau	409	0,1	1	0,0	10	0,0	0	0,0	0	0,0
Niger	141	0,0	394	0,0	178	0,0	79	0,0	48	0,0
Autres	91 150	11,2	80 793	8,5	87 729	8,4	132 418	8,9	103 465	8,8
AMERIQUE	**65 540**	**8,1**	**79 333**	**8,3**	**66 045**	**6,3**	**138 239**	**9,3**	**75 643**	**6,4**
Etats-Unis	36 788	4,5	47 945	5,0	39 146	3,7	98 703	6,6	35 188	3,0
Autres	28 752	3,5	31 388	3,3	26 899	2,6	39 536	2,7	40 456	3,4
ASIE	**123 566**	**15,2**	**149 611**	**15,7**	**152 937**	**14,6**	**295 919**	**19,9**	**262 542**	**22,4**
Chine	39 983	4,9	61 570	6,5	64 369	6,1	154 974	10,4	122 904	10,5
Taiwan	806	0,1	927	0,1	574	0,1	1 087	0,1	533	0,0
Autres	82 777	10,2	87 114	9,2	87 994	8,4	139 858	9,4	139 105	11,8
AUTRES	**7 404**	**0,9**	**7 081**	**0,7**	**11 585**	**1,1**	**10 622**	**0,7**	**20 598**	**1,8**
Total	**813 851**	**100**	**951 863**	**100**	**1 047 858**	**100**	**1 488 790**	**100**	**1 174 067**	**100**

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, Direction Générale des Douanes.

Tableau A12 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2009 (en valeur et en volume)

Régions	Importations CAF		Exportations FOB	
	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	**309 841 679 175**	**496 742 418**	**112 476 729 178**	**27 708 649**
Union Européenne	***258 258 867 738***	***289 678 751***	***49 844 729 097***	***26 006 138***
Les 16 PAYS DE L'EURO	***244 295 898 049***	***281 002 896***	***49 347 073 620***	***24 915 369***
France	133 561 229 041	129 121 472	40 424 108 143	7 770 174
Allemagne	32 309 009 807	31 052 747	3 225 687 879	12 163 988
Italie	11 934 334 517	23 399 968	2 303 566 606	1 235 078
Pays-Bas	19 935 341 123	23 180 383	829 085 108	1 405 982
Royaume-Uni	5 752 341 123	2 172 031	222 522 795	128 331
Autres pays européens de l'UE	***13 962 969 689***	***8 675 855***	***497 655 477***	***1 090 769***
Autres pays d'Europe	***51 582 811 437***	***207 063 667***	***62 632 000 081***	***1 702 511***
Dont Suisse	*4 692 840 863*	*5 049 913*	*62 460 705 741*	*1 220 495*
AFRIQUE	**505 441 756 763**	**2 395 142 740**	**671 799 843 550**	**229 485 231**
CEDEAO	***428 640 863 776***	***2 319 463 280***	***90 322 137 059***	***219 086 545***
UEMOA	***401 976 685 943***	***2 237 989 588***	***84 664 223 129***	***180 309 041***
Bénin	63 820 177 208	175 140 521	3 167 587 703	6 310 218
Burkina	2 247 842 539	13 976 691	14 996 055 319	40 623 140
Côte d'Ivoire	143 032 784 765	656 316 133	16 346 846 948	42 985 567
Guinée Bissau	-	-	14 660 625	30 115
Niger	47 946 301	99 856	1 339 147 486	5 553 212
Sénégal	162 307 192 116	1 266 375 552	47 988 626 275	79 091 282
Togo	30 520 743 014	126 080 835	811 298 773	5 715 507
Autres pays de la CEDEAO	***26 664 177 833***	***81 473 692***	***5 657 913 930***	***38 777 504***
Cap vert	-	-	983 935	276
Gambie	248 178 326	565 234	2 500 000	7 000
Ghana	21 649 524 299	64 848 042	842 773 768	6 742 380
Guinée Conakry	2 837 069 354	11 044 703	3 223 847 124	5 300 951
Libéria	2 542 499	524	78 804 492	91 368
Nigeria	1 917 322 774	4 974 935	759 588 486	1 425 829
Sierra Leone	9 540 581	40 254	749 416 125	25 209 700
Autres pays d'Afrique	***76 800 892 987***	***75 679 460***	***581 477 706 491***	***10 398 686***
Dont: CEMAC	***72 476 130 137***	***67 416 127***	***577 418 505 755***	***7 232 592***
Afrique du Sud	62 259 429 319	29 572 024	573 085 219 834	688 704
Algérie	2 428 405 198	10 381 432	1 215 673 110	1 475 053
Cameroun	427 143 973	821 501	25 857 312	712 623
Kenya	88 447 444	75 082	-	-
Maroc	3 028 531 342	4 043 403	2 743 477 962	3 921 476
Tunisie	4 244 172 861	22 522 685	348 277 537	434 736
AMERIQUE	**75 643 389 646**	**249 090 435**	**2 650 918 161**	**1 181 002**
Canada	6 034 363 679	2 309 221	762 419 064	252 538
Etats-Unis	35 187 721 479	39 483 683	1 740 622 734	764 753
Autres pays d'Amérique	***34 421 304 488***	***207 297 531***	***147 876 363***	***163 711***
ASIE	**262 541 556 023**	**747 600 115**	**52 944 513 000**	**73 626 704**
Chine	122 903 747 326	264 590 424	15 029 133 818	20 092 734
Hong-Kong	2 697 960 604	4 260 985	41 947 770	155 404
Inde	42 481 418 913	58 560 275	1 571 804 525	4 385 409
Japon	34 961 609 692	13 190 257	433 793 285	409 567
Taïwan	533 102 325	879 822	465 809 934	602 118
Thaïlande	9 338 738 920	67 101 553	6 328 306 429	10 101 782
Autres pays d'Asie	***52 322 938 847***	***343 277 784***	***29 115 665 009***	***38 035 094***
OCEANIE	**20 598 332 642**	**14 484 635**	**1 435 975 666**	**91 797**
Dont: Australie-Nouvelle Zélande	***20 532 711 985***	***14 462 333***	***1 435 975 666***	***91 797***
TOTAL GENERAL	**1 174 066 714 249**	**3 903 060 343**	**841 307 979 555**	**332 093 383**

Source : DNSI.

Tableau A13 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

Période	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Compte des transactions courantes	**-181 214**	**-227 272**	**-103 720**	**-157 490**	**-216 052**	**-230 883**	**-114 306**	**-278 513**	**-476 188**	**-309 219**
Biens	**-33 409**	**-7 008**	**113 370**	**-35 160**	**-61 515**	**-76 265**	**39 201**	**-138 860**	**-284 672**	**-100 409**
Crédit	*388 130*	*531 590*	*609 944*	*539 262*	*515 835*	*580 673*	*810 671*	*745 860*	*939 129*	*837 500*
Débit	*-421 539*	*-538 598*	*-496 574*	*-574 422*	*-577 350*	*-656 938*	*-771 470*	*-884 720*	*-1 223 801*	*-937 909*
Marchandises générales	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855	-549 538	-654 242	-932 172	-736 199
Exportations FAB	198 507	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071	220 770	227 079	289 261	197 689
Exportations selon les statistiques douanières	202 325	168 765	190 715	248 411	248 704	216 440	205 809	170 191	215 550	205 800
Ajustements	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631	14 961	56 888	73 711	-8 111
Pour champs d'application	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631	9 076	16 220	-5 535	-36 339
Pour classification										
Pour évaluation							5 885	40 668	79 246	28 228
Pour chronologie										
Importations FAB	-419 961	-536 722	-492 702	-567 824	-575 230	-655 926	-770 308	-881 321	-1 221 433	-933 888
Importations selon les statistiques douanières (	-573 523	-725 030	-646 773	-739 073	-716 385	-813 851	-951 863	-1 047 858	-1 488 790	-1 170 046
Ajustements	153 562	188 308	154 071	171 249	141 155	157 925	181 555	166 537	267 357	236 158
Pour champs d'application	0	9 401	6 900	11 093	-16 392	-11 212	26 236	26 559	-20 128	45 563
Pour classification	153 562	178 907	147 171	160 156	157 547	169 137	180 689	206 730	266 173	205 883
Pour évaluation							-25 370	-66 752	21 312	-15 288
Pour chronologie										
Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réparations de biens	-675	-878	-3 872	-1 702	-1 070	-1 012	-1 162	-466	-374	-1 211
Crédit		*48*		*89*				*267*	*678*	*678*
Débit	*-675*	*-926*	*-3 872*	*-1 791*	*-1 070*	*-1 012*	*-1 162*	*-733*	*-1 052*	*-1 889*
Achats de biens dans les ports par les transporteu	-686	-470	645	-2 681	2 046	4 098	2 415	670	653	1 493
Crédit	*217*	*480*	*645*	*2 126*	*3 096*	*4 098*	*2 415*	*3 336*	*3 319*	*3 625*
Débit	*-903*	*-950*	*0*	*-4 807*	*-1 050*	*0*	*0*	*-2 666*	*-2 666*	*-2 132*
Dans les ports maritimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dans les aéroports	-822	-470	645	192	2 046	4 098	2 415	670	653	1 493
Crédit	*81*	*480*	*645*	*2 126*	*3 096*	*4 098*	*2 415*	*3 336*	*3 319*	*3 625*
Débit	*-903*	*-950*		*-1 934*	*-1 050*	*0*	*0*	*-2 666*	*-2 666*	*-2 132*
Dans d'autres ports	136	0	0	-2 873	0	0	0	0	0	0
Crédit	*136*									
Débit				*-2 873*						
Or non monétaire	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508
Crédit	*189 406*	*353 809*	*402 563*	*326 833*	*270 567*	*355 504*	*587 486*	*515 178*	*645 871*	*635 508*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Detenu à titre de réserve de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detenu à d'autres fins	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508
Crédit	*189 406*	*353 809*	*402 563*	*326 833*	*270 567*	*355 504*	*587 486*	*515 178*	*645 871*	*635 508*
Débit										
Services	**-167 905**	**-198 057**	**-151 667**	**-149 936**	**-153 552**	**-165 492**	**-188 863**	**-191 654**	**-255 227**	**-222 505**
Crédit	*70 516*	*110 820*	*118 082*	*130 337*	*127 395*	*144 678*	*163 843*	*180 527*	*203 438*	*167 324*
Débit	*-238421*	*-308877*	*-269749*	*-280273*	*-280947*	*-310170*	*-352706*	*-372181*	*-458665*	*-389 829*
Transports	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931
Crédit	*23 569*	*17 439*	*14 639*	*24 790*	*16 184*	*18 511*	*20 433*	*12 410*	*14 533*	*9 250*
Débit	*-169 889*	*-194 022*	*-160 278*	*-181 510*	*-181 093*	*-190 441*	*-211 957*	*-217 993*	*-288 656*	*-217 181*
dont: Passager	-13 716	-18 971	-17 773	-22 353	-29 736	-29 097	-39 348	-27 451	-31 492	-40 080
Crédit	*4 713*	*1 954*	*405*	*4 620*	*1 226*	*637*	*209*	*3 012*	*4 712*	*1 904*
Débit	*-18 429*	*-20 925*	*-18 178*	*-26 973*	*-30 962*	*-29 734*	*-39 557*	*-30 463*	*-36 204*	*-41 984*
dont: Fret	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270	-168 292
Crédit	*12 156*	*13 587*	*13 215*	*17 930*	*13 326*	*13 357*	*16 922*	*6 959*	*7 532*	*5 000*
Débit	*-149 116*	*-171 750*	*-140 772*	*-152 988*	*-146 555*	*-156 760*	*-171 179*	*-185 849*	*-250 802*	*-173 292*
dont: Autres services de transport	4 356	551	-309	691	-1 944	570	2 081	758	639	441
Crédit	*6 700*	*1 898*	*1 019*	*2 240*	*1 632*	*4 517*	*3 302*	*2 439*	*2 289*	*2 346*
Débit	*-2 344*	*-1 347*	*-1 328*	*-1 549*	*-3 576*	*-3 947*	*-1 221*	*-1 681*	*-1 650*	*-1 905*
Transports maritimes	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-81 748	-86 335	-93 833	-107 717	-138 645	-95 311
Crédit	*0*	*0*	*0*	*0*	*27*	*1 203*	*316*	*0*	*21*	*0*
Débit	*-54 629*	*-86 736*	*-77 349*	*-84 082*	*-81 775*	*-87 538*	*-94 149*	*-107 717*	*-138 666*	*-95 311*
Passagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fret	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218	-94 149	-107 717	-138 666	-95 311
Crédit								*0*	*0*	*0*
Débit	*-54 629*	*-86 736*	*-77 349*	*-84 082*	*-80 606*	*-86 218*	*-94 149*	*-107 717*	*-138 666*	*-95 311*
Autres services de transport maritime	0	0	0	0	-1 142	-117	316	0	21	0
Crédit					*27*	*1 203*	*316*	*0*	*21*	*0*
Débit					*-1 169*	*-1 320*		*0*	*0*	*0*

Transports aériens	-14 312	-31 972	-28 472	-34 004	-40 247	-39 304	-50 630	-40 964	-49 412	-47 854
Crédit	*12 095*	*3 181*	*985*	*5 984*	*2 713*	*3 314*	*2 986*	*5 869*	*6 033*	*4 032*
Débit	*-26 407*	*-35 153*	*-29 457*	*-39 988*	*-42 960*	*-42 618*	*-53 616*	*-46 833*	*-55 445*	*-51 886*
Passagers	-13 900	-19 626	-18 005	-23 229	-29 854	-29 734	-39 557	-27 641	-33 087	-35 298
Crédit	*4 365*	*1 299*	*0*	*3 744*	*1 108*	*0*	*0*	*2 822*	*3 117*	*1 686*
Débit	*-18 265*	*-20 925*	*-18 005*	*-26 973*	*-30 962*	*-29 734*	*-39 557*	*-30 463*	*-36 204*	*-36 984*
Fret	-4 398	-12 864	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757	-12 838	-14 081	-16 943	-12 997
Crédit	*2 075*	*17*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*608*	*648*	*0*
Débit	*-6 473*	*-12 881*	*-10 558*	*-11 466*	*-10 991*	*-11 757*	*-12 838*	*-14 689*	*-17 591*	*-12 997*
Autres services de transport aérien	3 986	518	91	691	598	2 187	1 765	758	618	441
Crédit	*5 655*	*1 865*	*985*	*2 240*	*1 605*	*3 314*	*2 986*	*2 439*	*2 268*	*2 346*
Débit	*-1 669*	*-1 347*	*-894*	*-1 549*	*-1 007*	*-1 127*	*-1 221*	*-1 681*	*-1 650*	*-1 905*
Autres modes de transport	-77 379	-57 875	-39 818	-38 634	-42 914	-46 291	-47 061	-56 902	-86 066	-64 766
Crédit	*11 474*	*14 258*	*13 654*	*18 806*	*13 444*	*13 994*	*17 131*	*6 541*	*8 479*	*218*
Débit	*-88 853*	*-72 133*	*-53 472*	*-57 440*	*-56 358*	*-60 285*	*-64 192*	*-63 443*	*-94 545*	*-64 984*
Passagers	184	655	232	876	118	637	209	190	1 595	218
Crédit	*348*	*655*	*405*	*876*	*118*	*637*	*209*	*190*	*1 595*	*218*
Débit	*-164*	*0*	*-173*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Fret	-77 933	-58 563	-39 650	-39 510	-41 632	-45 428	-47 270	-57 092	-87 661	-64 984
Crédit	*10 081*	*13 570*	*13 215*	*17 930*	*13 326*	*13 357*	*16 922*	*6 351*	*6 884*	*0*
Débit	*-88 014*	*-72 133*	*-52 865*	*-57 440*	*-54 958*	*-58 785*	*-64 192*	*-63 443*	*-94 545*	*-64 984*
Autres services de transport - autres modes	370	33	-400	0	-1 400	-1 500	0	0	0	0
Crédit	*1 045*	*33*	*34*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-675*	*0*	*-434*	*0*	*-1 400*	*-1 500*	*0*	*0*	*0*	*0*
Voyages	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511
Crédit	*28 724*	*64 648*	*72 478*	*74 331*	*74 170*	*78 258*	*91 520*	*105 898*	*123 083*	*90 490*
Débit	*-28 669*	*-26 154*	*-25 248*	*-27 652*	*-35 118*	*-40 570*	*-62 831*	*-65 747*	*-65 905*	*-47 979*
Voyages à titre professionnel	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098	9 497	23 944	12 054	11 531
Crédit	*14 052*	*25 818*	*29 083*	*31 155*	*32 131*	*35 342*	*47 883*	*63 673*	*52 158*	*38 789*
Débit	*-19 352*	*-12 767*	*-14 406*	*-16 113*	*-23 210*	*-28 244*	*-38 386*	*-39 729*	*-40 104*	*-27 258*
Dépenses des travailleurs saisonniers et frontalier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres voyages à titre professionnel	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098	9 497	23 944	12 054	11 531
Crédit	*14 052*	*25 818*	*29 083*	*31 155*	*32 131*	*35 342*	*47 883*	*63 673*	*52 158*	*38 789*
Débit	*-19 352*	*-12 767*	*-14 406*	*-16 113*	*-23 210*	*-28 244*	*-38 386*	*-39 729*	*-40 104*	*-27 258*
Voyages à titre personnel	5 355	25 443	32 553	31 637	30 131	30 590	19 192	16 207	45 124	30 980
Crédit	*14 672*	*38 830*	*43 395*	*43 176*	*42 039*	*42 916*	*43 637*	*42 225*	*70 925*	*51 701*
Débit	*-9 317*	*-13 387*	*-10 842*	*-11 539*	*-11 908*	*-12 326*	*-24 445*	*-26 018*	*-25 801*	*-20 721*
Pour raisons de santé	-375	-687	-469	-398	-1 420	-1 655	-3 542	-4 311	-206	-2 478
Crédit	*5*	*0*	*120*	*218*	*485*	*369*	*592*	*0*	*149*	*878*
Débit	*-380*	*-687*	*-589*	*-616*	*-1 905*	*-2 024*	*-4 134*	*-4 311*	*-355*	*-3 356*
A but éducatif	-2 234	-1 495	-1 181	-1 366	-1 462	-2 621	-4 243	-5 351	-208	5 687
Crédit	*1 017*	*16*	*96*	*15*	*919*	*24*	*1 037*	*-131*	*1 125*	*10 225*
Débit	*-3 251*	*-1 511*	*-1 277*	*-1 381*	*-2 381*	*-2 645*	*-5 280*	*-5 220*	*-1 333*	*-4 538*
Autres voyages à titre personnel	7 964	27 625	34 203	33 401	33 013	34 866	26 977	25 869	45 538	27 771
Crédit	*13 650*	*38 814*	*43 179*	*42 943*	*40 635*	*42 523*	*42 008*	*42 356*	*69 651*	*40 598*
Débit	*-5 686*	*-11 189*	*-8 976*	*-9 542*	*-7 622*	*-7 657*	*-15 031*	*-16 487*	*-24 113*	*-12 827*
Services de communication	3 335	785	2 220	1 445	13 139	11 233	19 167	19 485	22 534	23 181
Crédit	*6 221*	*4 989*	*7 190*	*7 083*	*19 965*	*23 333*	*31 776*	*41 408*	*47 078*	*47 443*
Débit	*-2 886*	*-4 204*	*-4 970*	*-5 638*	*-6 826*	*-12 100*	*-12 609*	*-21 923*	*-24 544*	*-24 262*
Services de construction	297	-1 749	-22 091	-9 342	-7 041	-8 896	-6 804	-17 650	-19 210	-21 499
Crédit	*1 072*	*5 817*	*55*	*3 417*	*1 195*	*1 046*	*1 797*	*690*	*1 023*	*2 366*
Débit	*-775*	*-7 566*	*-22 146*	*-12 759*	*-8 236*	*-9 942*	*-8 601*	*-18 340*	*-20 233*	*-23 865*
Services d'assurance	-3 974	-7 330	-9 812	-10 399	-16 123	-17 008	-13 178	-13 016	-18 955	-15 999
Crédit	*1 093*	*1 854*	*1 192*	*709*	*895*	*1 709*	*2 263*	*772*	*276*	*1 005*
Débit	*-5 067*	*-9 184*	*-11 004*	*-11 108*	*-17 018*	*-18 717*	*-15 441*	*-13 788*	*-19 231*	*-17 004*
Assurance-vie et pensions/caisses de retraite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance marchandise	-2 768	-6 006	-6 186	-7 278	-10 992	-12 375	-9 459	-10 846	-15 371	-11 419
Crédit	*100*	*1 150*	*30*	*0*	*0*	*0*	*51*	*35*	*0*	*18*
Débit	*-2 868*	*-7 156*	*-6 216*	*-7 278*	*-10 992*	*-12 375*	*-9 510*	*-10 881*	*-15 371*	*-11 437*
Autres assurances directes (incendie, accident, el	-309	-779	-2 413	-1 925	-2 460	-2 417	-1 678	-1 924	-2 626	-3 749
Crédit	*0*	*275*	*100*	*30*	*20*	*80*	*163*	*9*	*23*	*16*
Débit	*-309*	*-1 054*	*-2 513*	*-1 955*	*-2 480*	*-2 497*	*-1 841*	*-1 933*	*-2 649*	*-3 765*
Réassurance	-1 458	-822	-1 672	-1 789	-3 178	-2 711	-2 453	-589	-1 073	-1 736
Crédit	*307*	*114*	*577*	*59*	*319*	*1 019*	*1 590*	*310*	*96*	*14*
Débit	*-1 765*	*-936*	*-2 249*	*-1 848*	*-3 497*	*-3 730*	*-4 043*	*-899*	*-1 169*	*-1 750*
Services auxiliaires	561	277	459	593	507	495	412	343	115	905
Crédit	*686*	*315*	*485*	*620*	*556*	*610*	*459*	*418*	*157*	*957*
Débit	*-125*	*-38*	*-26*	*-27*	*-49*	*-115*	*-47*	*-75*	*-42*	*-52*

Services financiers (autres qu' assurances)	-3 826	-290	-2 539	-3 573	658	-9	-755	-811	-1 226	-3 449
Crédit	*550*	*1 115*	*1 704*	*1 150*	*1 886*	*2 229*	*1 423*	*1 486*	*828*	*2 296*
Débit	*-4 376*	*-1 405*	*-4 243*	*-4 723*	*-1 228*	*-2 238*	*-2 178*	*-2 297*	*-2 054*	*-5 745*
Services informatique et d'information	-870	-558	-447	-1 215	-3 263	-4 383	-3 194	-1 925	-2 666	-2 840
Crédit	*0*	*0*	*82*	*0*	*3*	*0*	*0*	*0*	*20*	*0*
Débit	*-870*	*-558*	*-529*	*-1 215*	*-3 266*	*-4 383*	*-3 194*	*-1 925*	*-2 686*	*-2 840*
Redevances et droits de licence	-940	-780	-411	-514	-227	-488	-492	-438	-622	-1 236
Crédit	*0*	*57*	*33*	*0*	*94*	*87*	*82*	*46*	*100*	*0*
Débit	*-940*	*-837*	*-444*	*-514*	*-321*	*-575*	*-574*	*-484*	*-722*	*-1 236*
Autres services aux entreprises	-12 739	-52 399	-28 690	-23 396	-13 765	-12 483	-22 893	-17 320	-21 787	-37 713
Crédit	*4 382*	*6 895*	*6 944*	*9 146*	*5 358*	*8 374*	*2 950*	*9 130*	*10 762*	*5 053*
Débit	*-17 121*	*-59 294*	*-35 634*	*-32 542*	*-19 123*	*-20 857*	*-25 843*	*-26 450*	*-32 549*	*-42 766*
Négoce internat. et autres services liés au commer	56	0	-40	0	0	-41	-5 066	0	0	0
Crédit	*843*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*-5 000*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-787*	*0*	*-40*	*0*	*0*	*-41*	*-66*	*0*	*0*	*0*
Négoce international	-747	0	0	0	0	0	-66	0	0	0
Crédit	*0*						*0*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-747*						*-66*	*0*	*0*	*0*
Autres services liés au commerce	803	0	-40	0	0	-41	-5 000	0	0	0
Crédit	*843*						*-5 000*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-40*		*-40*	*0*	*0*	*-41*	*0*	*0*	*0*	*0*
Location-exploitation	-52	-157	-1 145	-1 204	-170	63	-149	-239	-353	-1 071
Crédit	*27*	*17*	*11*	*58*	*52*	*191*	*14*	*67*	*67*	*17*
Débit	*-79*	*-174*	*-1 156*	*-1 262*	*-222*	*-128*	*-163*	*-306*	*-420*	*-1 088*
Div. serv. aux entreprises, spécialisés et technique	-12 743	-52 242	-27 505	-22 192	-13 595	-12 505	-17 678	-17 081	-21 434	-36 642
Crédit	*3 512*	*6 878*	*6 933*	*9 088*	*5 306*	*8 183*	*7 936*	*9 063*	*10 695*	*5 036*
Débit	*-16 255*	*-59 120*	*-34 438*	*-31 280*	*-18 901*	*-20 688*	*-25 614*	*-26 144*	*-32 129*	*-41 678*
Serv. Juridiq., compt., conseil en gest°, relat° p	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services juridiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services comptables, audit et consultation fisc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil en gestion et relations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Publicité, études de marché, sondages opinion	-133	-93	28	-52	-92	408	19	-588	314	351
Crédit		*2*	*39*	*5*	*95*	*589*	*163*	*81*	*724*	*794*
Débit	*-133*	*-95*	*-11*	*-57*	*-187*	*-181*	*-144*	*-669*	*-410*	*-443*
Recherche et développement	0	0	0	43	366	0	56	30	150	41
Crédit				*43*	*366*	*0*	*56*	*30*	*150*	*41*
Débit							*0*	*0*	*0*	*0*
Architecture, ingénierie et autres services tech.	0	5	0	0	-117	0	1	0	0	10
Crédit		*5*			*71*	*0*	*1*	*0*	*0*	*10*
Débit					*-188*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Services agricoles, miniers et traitement sur pla	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299	-11 125	0	0
Crédit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*-8 750*	*-10 299*	*-10 299*	*-11 125*	*0*	*0*
Traitement des ordures et dépollution	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services agricoles ou miniers	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299	-11 125	0	0
Crédit							*0*	*0*	*0*	*0*
Débit					*-8 750*	*-10 299*	*-10 299*	*-11 125*	*0*	*0*
Autres services divers aux entreprises	-12 610	-52 154	-27 533	-22 183	-5 002	-2 614	-7 455	-5 398	-21 898	-37 044
Crédit	*3 512*	*6 871*	*6 894*	*9 040*	*4 774*	*7 594*	*7 716*	*8 952*	*9 821*	*4 191*
Débit	*-16 122*	*-59 025*	*-34 427*	*-31 223*	*-9 776*	*-10 208*	*-15 171*	*-14 350*	*-31 719*	*-41 235*
Services entre entreprises apparentées n.i.a.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services personnels, culturels et récréatifs	35	-97	-93	-42	-6 790	-7 435	-7 859	-1 819	-906	-923
Crédit	*35*	*45*	*0*	*101*	*16*	*160*	*146*	*306*	*112*	*260*
Débit	*0*	*-142*	*-93*	*-143*	*-6 806*	*-7 595*	*-8 005*	*-2 125*	*-1 018*	*-1 183*
Services audio-visuels et connexes	0	24	-93	-136	-480	-591	-293	-610	-1 017	-1 170
Crédit	*0*	*24*	*0*	*7*	*1*	*4*	*0*	*9*	*0*	*6*
Débit			*-93*	*-143*	*-481*	*-595*	*-293*	*-619*	*-1 017*	*-1 176*
Autres services personnels, culturels et récréatifs	35	-121	0	94	-6 310	-6 844	-7 566	-1 209	111	247
Crédit	*35*	*21*	*0*	*94*	*15*	*156*	*146*	*297*	*112*	*254*
Débit	*0*	*-142*	*0*	*0*	*-6325*	*-7000*	*-7712*	*-1506*	*-1*	*-7*
Services d'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services de santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	35	-121	0	94	-6 310	-6 844	-7 566	-1 209	111	247
Crédit	35	21		94	15	156	146	297	112	254
Débit		-142			-6 325	-7 000	-7 712	-1 506	-1	-7

Serv. fournis ou reçus par les administrat° pub., p.c.	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393
Crédit	*4 870*	*7 961*	*13 765*	*9 610*	*7 629*	*10 971*	*11 453*	*8 381*	*5 623*	*9 161*
Débit	*-7 828*	*-5 511*	*-5 160*	*-2 469*	*-1 912*	*-2 752*	*-1 473*	*-1 109*	*-1 067*	*-5 768*
Ambassades et consulats	-2 895	2 538	7 755	7 666	5 261	6 955	7 285	3 057	3 367	2 551
Crédit	*4 837*	*7 905*	*12 915*	*9 201*	*7 173*	*9 707*	*8 758*	*3 939*	*4 207*	*8 118*
Débit	*-7 732*	*-5 367*	*-5 160*	*-1 535*	*-1 912*	*-2 752*	*-1 473*	*-882*	*-840*	*-5 567*
Unités et délégations militaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services fournis/reçus par les adm. pub.	-63	-88	850	-525	456	1 264	2 695	4 215	1 189	842
Crédit	*33*	*56*	*850*	*409*	*456*	*1 264*	*2 695*	*4 442*	*1 416*	*1 043*
Débit	*-96*	*-144*		*-934*			*0*	*-227*	*-227*	*-201*
Revenus	**-69 901**	**-121 710**	**-167 410**	**-92 948**	**-102 931**	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**
Crédit	*14 633*	*16 225*	*25 171*	*12 393*	*12 667*	*35 715*	*36 060*	*34 248*	*45 510*	*38 536*
Débit	*-84 534*	*-137 935*	*-192 581*	*-105 341*	*-115 598*	*-144 874*	*-170 703*	*-173 927*	*-185 496*	*-254 491*
Rémunération des salaries	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065
(y compris frontaliers, saisonniers et autres salaries										
Crédit	*2 840*	*4 466*	*7 778*	*8 679*	*9 185*	*12 618*	*9 994*	*9 958*	*11 121*	*14 095*
Débit	*-1 693*	*-2 218*	*-4 306*	*-5 618*	*-6 499*	*-9 771*	*-5 192*	*-6 447*	*-6 363*	*-13 030*
Revenus des investissements	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020
Crédit	*11 793*	*11 759*	*17 393*	*3 714*	*3 482*	*23 097*	*26 066*	*24 290*	*34 389*	*24 441*
Débit	*-82 841*	*-135 717*	*-188 275*	*-99 723*	*-109 099*	*-135 103*	*-165 511*	*-167 480*	*-179 133*	*-241 461*
Revenus des investissements directs	-53 549	-102 442	-158 360	-69 380	-80 232	-81 432	-112 386	-116 542	-124 058	-202 868
Crédit	*455*	*577*	*51*	*376*	*66*	*18 961*	*18 745*	*9 115*	*22 032*	*14 070*
Débit	*-54 004*	*-103 019*	*-158 411*	*-69 756*	*-80 298*	*-100 393*	*-131 131*	*-125 657*	*-146 090*	*-216 938*
Revenus des actions et autres titres de participati	-53 194	-101 731	-157 823	-68 818	-81 365	-78 476	-107 771	-111 619	-120 380	-202 880
Crédit	*441*	*563*	*8*	*376*	*66*	*18 961*	*18 710*	*9 115*	*22 032*	*14 048*
Débit	*-53 635*	*-102 294*	*-157 831*	*-69 194*	*-81 431*	*-97 437*	*-126 481*	*-120 734*	*-142 412*	*-216 928*
Dividendes et bénéfices distribués des filiales	-35 770	-17 542	-107 486	-74 413	-31 737	-57 944	-95 543	-86 418	-80 411	-159 450
Crédit	*441*	*1*	*8*	*376*	*66*	*151*	*5*	*24*	*136*	*95*
Débit	*-36 211*	*-17 543*	*-107 494*	*-74 789*	*-31 803*	*-58 095*	*-95 548*	*-86 442*	*-80 547*	*-159 545*
Bénéfices réinvestis et non distribués des filiale	-17 424	-84 189	-50 337	5 595	-49 628	-20 532	-12 228	-25 201	-39 969	-43 430
Crédit		*562*				*18 810*	*18 705*	*9 091*	*21 896*	*13 953*
Débit	*-17 424*	*-84 751*	*-50 337*	*5 595*	*-49 628*	*-39 342*	*-30 933*	*-34 292*	*-61 865*	*-57 383*
Revenus des titres de créances (intérêts)	-355	-711	-537	-562	1 133	-2 956	-4 615	-4 923	-3 678	12
Crédit	*14*	*14*	*43*	*0*	*0*	*0*	*35*	*0*	*0*	*22*
Débit	*-369*	*-725*	*-580*	*-562*	*1 133*	*-2 956*	*-4 650*	*-4 923*	*-3 678*	*-10*
Revenus des investissements de portefeuille	-822	-13 536	-6 233	-10 008	-9 495	-6 588	-5 146	-12 176	-9 240	-984
Crédit	*1 587*	*4 071*	*5 099*	*1 358*	*1 708*	*2 202*	*3 712*	*8 549*	*4 843*	*4 577*
Débit	*-2 409*	*-17 607*	*-11 332*	*-11 366*	*-11 203*	*-8 790*	*-8 858*	*-20 725*	*-14 083*	*-5 561*
Rev. des act° et autr. titres de particip. (dividende	-39	-872	-2 191	-4 341	-2 958	-2 603	-1 457	-10 179	-686	-898
Crédit	*0*	*4*	*26*	*29*	*72*	*90*	*126*	*64*	*111*	*345*
Débit	*-39*	*-876*	*-2 217*	*-4 370*	*-3 030*	*-2 693*	*-1 583*	*-10 243*	*-797*	*-1 243*
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	-431	-442	-925	-326	-1 605	-620	-395	-599	-720
Crédit					*8*	*10*	*121*	*58*	*96*	*331*
Débit		*-431*	*-442*	*-925*	*-334*	*-1 615*	*-741*	*-453*	*-695*	*-1 051*
Autres secteurs	-39	-441	-1 749	-3 416	-2 632	-998	-837	-9 784	-87	-178
Crédit		*4*	*26*	*29*	*64*	*80*	*5*	*6*	*15*	*14*
Débit	*-39*	*-445*	*-1 775*	*-3 445*	*-2 696*	*-1 078*	*-842*	*-9 790*	*-102*	*-192*
Revenus des titres de créance (intérêts)	-783	-12 664	-4 042	-5 667	-6 537	-3 985	-3 689	-1 997	-8 554	-86
Crédit	*1 587*	*4 067*	*5 073*	*1 329*	*1 636*	*2 112*	*3 586*	*8 485*	*4 732*	*4 232*
Débit	*-2 370*	*-16 731*	*-9 115*	*-6 996*	*-8 173*	*-6 097*	*-7 275*	*-10 482*	*-13 286*	*-4 318*
Obligations et autres titres d'emprunt	-1 688	-15 045	-5 252	-5 697	-6 548	-4 356	-4 692	-2 105	-8 146	124
Crédit	*656*	*1 417*	*3 606*	*1 299*	*1 625*	*1 741*	*2 583*	*8 336*	*4 289*	*4 131*
Débit	*-2 344*	*-16 462*	*-8 858*	*-6 996*	*-8 173*	*-6 097*	*-7 275*	*-10 441*	*-12 435*	*-4 007*
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	-3 671	0
Crédit										
Débit									-3671	0
Banques	-112	553	1 044	166	102	1 079	1 244	7 081	3 716	2 951
Crédit	*656*	*757*	*1 077*	*1 180*	*1 492*	*1 685*	*2 281*	*8 332*	*4 210*	*3 954*
Débit	*-768*	*-204*	*-33*	*-1 014*	*-1 390*	*-606*	*-1 037*	*-1 251*	*-494*	*-1 003*
Autres secteurs	-1 576	-15 598	-6 296	-5 863	-6 650	-5 435	-5 936	-9 186	-8 191	-2 827
Crédit		*660*	*2 529*	*119*	*133*	*56*	*302*	*4*	*79*	*177*
Débit	*-1 576*	*-16 258*	*-8 825*	*-5 982*	*-6 783*	*-5 491*	*-6 238*	*-9 190*	*-8 270*	*-3 004*

Instruments du marché monétaire	905	2 381	1 210	30	11	371	1 003	108	-408	-210
Crédit	*931*	*2 650*	*1 467*	*30*	*11*	*371*	*1 003*	*149*	*443*	*101*
Débit	*-26*	*-269*	*-257*	*0*	*0*	*0*	*0*	*-41*	*-851*	*-311*
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	905	2 381	1 210	30	11	371	1 003	108	-408	-210
Crédit	*931*	*2 650*	*1 467*	*30*	*11*	*371*	*1 003*	*149*	*443*	*101*
Débit	*-26*	*-269*	*-257*	*0*	*0*	*0*	*0*	*-41*	*-851*	*-311*
Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	-16 677	-7 980	-6 289	-16 621	-15 890	-23 986	-21 913	-14 472	-11 446	-13 168
Crédit	*9 751*	*7 111*	*12 243*	*1 980*	*1 708*	*1 934*	*3 609*	*6 626*	*7 514*	*5 794*
Débit	*-26 428*	*-15 091*	*-18 532*	*-18 601*	*-17 598*	*-25 920*	*-25 522*	*-21 098*	*-18 960*	*-18 962*
Autorités monétaires	2 458	1 629	865	864	606	355	-194	1 180	803	1 601
Crédit	*2 758*	*2 329*	*865*	*864*	*606*	*355*	*349*	*1 180*	*854*	*1 601*
Débit	*-300*	*-700*								
Administrations publiques	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400
Crédit										
Débit	*-15 600*	*-14 100*	*-16 800*	*-15 900*	*-16 064*	*-16 983*	*-14 541*	*-11 100*	*-12 500*	*-12 400*
Banques	915	2 178	9 504	52	-213	146	650	2 571	2 294	1 791
Crédit	*1 118*	*2 367*	*10 062*	*456*	*701*	*1 012*	*2 032*	*3 417*	*3 018*	*2 161*
Débit	*-203*	*-189*	*-558*	*-404*	*-914*	*-866*	*-1 382*	*-846*	*-724*	*-370*
Autres secteurs	-4 450	2 313	142	-1 637	-219	-7 504	-7 828	-7 123	-2 043	-4 160
Crédit	*5 875*	*2 415*	*1 316*	*660*	*401*	*567*	*1 228*	*2 029*	*3 642*	*2 032*
Débit	*-10 325*	*-102*	*-1 174*	*-2 297*	*-620*	*-8 071*	*-9 056*	*-9 152*	*-5 685*	*-6 192*
Transferts courants	**90 001**	**99 503**	**101 987**	**120 554**	**101 946**	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**
Crédit	*111 901*	*117 834*	*126 887*	*154 312*	*132 762*	*150 882*	*199 173*	*231 409*	*248 097*	*306 125*
Débit	*-21 900*	*-18 331*	*-24 900*	*-33 758*	*-30 816*	*-30 849*	*-29 174*	*-39 729*	*-44 400*	*-76 475*
Administrations publiques	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344
Crédit	*49 954*	*50 437*	*32 909*	*69 703*	*53 685*	*63 221*	*88 440*	*60 348*	*49 402*	*89 370*
Débit	*-4 296*	*-2 043*	*-2 069*	*-2 319*	*-2 310*	*-2 134*	*-2 320*	*-3 579*	*-1 887*	*-7 026*
Autres secteurs (secteur privé)	44 343	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306
Crédit	*61 947*	*67 397*	*93 978*	*84 609*	*79 077*	*87 661*	*110 733*	*171 061*	*198 695*	*216 755*
Débit	*-17 604*	*-16 288*	*-22 831*	*-31 439*	*-28 506*	*-28 715*	*-26 854*	*-36 150*	*-42 513*	*-69 449*
Envois de fonds des travailleurs	32 204	45 311	71 336	52 844	45 684	54 038	76 080	121 698	141 315	134 363
Crédit	*49 251*	*60 164*	*88 165*	*80 709*	*72 944*	*80 837*	*100 779*	*154 872*	*181 876*	*200 147*
Débit	*-17 047*	*-14 853*	*-16 829*	*-27 865*	*-27 260*	*-26 799*	*-24 699*	*-33 174*	*-40 561*	*-65 784*
Autres transferts	12 139	5 798	-189	326	4 887	4 908	7 799	13 213	14 867	12 943
Crédit	*12 696*	*7 233*	*5 813*	*3 900*	*6 133*	*6 824*	*9 954*	*16 189*	*16 819*	*16 608*
Débit	*-557*	*-1 435*	*-6 002*	*-3 574*	*-1 246*	*-1 916*	*-2 155*	*-2 976*	*-1 952*	*-3 665*
Compte de capital et d'opérations financières	**185 353**	**220 489**	**107 401**	**130 523**	**229 285**	**243 583**	**140 101**	**265 647**	**456 289**	**344 252**
Compte de Capital	**74 907**	**101 858**	**100 105**	**96 212**	**108 647**	**108 590**	**1 180 961**	**155 331**	**158 173**	**194 371**
Crédit	*74 938*	*101 923*	*100 250*	*96 220*	*108 666*	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*
Débit	*-31*	*-65*	*-145*	*-8*	*-19*	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*
Transferts de capital	**74 938**	**101 923**	**100 250**	**96 220**	**108 666**	**108 906**	**1 181 271**	**155 643**	**158 529**	**194 727**
Crédit	*74 938*	*101 923*	*100 250*	*96 220*	*108 666*	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Administrations publiques	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349	140 900	120 119	156 829
Crédit	*71 600*	*95 900*	*96 750*	*90 838*	*98 651*	*102 552*	*1 175 349*	*140 900*	*120 119*	*156 829*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Remises de dettes	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451	10 700	10 919	13 027
Crédit	*2 600*	*23 100*	*27 500*	*30 138*	*28 651*	*30 052*	*1 107 451*	*10 700*	*10 919*	*13 027*
Débit										
Autres transferts publics de capital	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898	130 200	109 200	143 802
Crédit	*69 000*	*72 800*	*69 250*	*60 700*	*70 000*	*72 500*	*67 898*	*130 200*	*109 200*	*143 802*
Débit										
Autres secteurs (privés)	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898
Crédit	*3 338*	*6 023*	*3 500*	*5 382*	*10 015*	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts privés de capital	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898
Crédit	*3 338*	*6 023*	*3 500*	*5 382*	*10 015*	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	
Acquisit° et cessions d'actifs non financ. non prod	**-31**	**-65**	**-145**	**-8**	**-19**	**-316**	**-310**	**-312**	**-356**	**-356**
Crédit										
Débit	*-31*	*-65*	*-145*	*-8*	*-19*	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*

Compte des opérations financières	**110 446**	**118 631**	**7 296**	**34 311**	**120 638**	**134 993**	**-1 040 860**	**110 316**	**298 116**	**149 881**
Investissements directs	**55 838**	**76 577**	**168 832**	**76 043**	**52 945**	**118 544**	**42 953**	**31 383**	**80 460**	**353 841**
A l' étranger (par des résidents)	**-2 857**	**-12 657**	**-1 097**	**-827**	**-413**	**495**	**-652**	**-3 505**	**-271**	**482**
Capital social	-395	541	-237	-253	-890	-772	-3 196	-856	-785	-2 492
Créances sur les entreprises affiliées	-395						527	232	786	219
Engagements envers les entreprises affiliées		541	-237	-253	-890	-772	-3 723	-1 088	-1 571	-2 711
Bénéfices réinvestis	0	-562	0	0	0	0	-5	32	-126	160
Créances		-562						89	30	266
Engagements							-5	-57	-156	-106
Autres transactions	-2 462	-12 636	-860	-574	477	1 267	2 549	-2 681	640	2 814
Créances sur les entreprises affiliées	-495	-12 467	-1 094	-1 530	-780	446	555	-1 561	-790	683
Engagements envers les entreprises affiliées	-1 967	-169	234	956	1 257	821	1 994	-1 120	1 430	2 131
Dans l'économie déclarante (par des non-résiden	**58 695**	**89 234**	**169 929**	**76 870**	**53 358**	**118 049**	**43 605**	**34 888**	**80 731**	**353 359**
Capital social	13 894	-59 321	178 639	32 812	-1 112	24 259	25 797	3 180	5 520	134 916
Créances sur les investisseurs directs	13 894	-59 321	178 639	37 669	12 768	45 260	45 178	65 803	57 511	318 298
Engagements envers les investisseurs directs	0	0	0	-4 857	-13 880	-21 001	-19 381	-62 623	-51 991	-183 382
Bénéfices réinvestis	17 424	84 751	50 337	-5 595	49628	20481	18473	25169	40095	43270
Créances	-12 317	-2 968	-13 692	-5 600	-8 862	-18 810	30 933	34 203	61 835	57 117
Engagements	29 741	87 719	64 029	5	58 490	39 291	-12 460	-9 034	-21 740	-13 847
Autres transactions	27 377	63 804	-59 047	49 653	4 842	73 309	-665	6 539	35 116	175 173
Créances sur les investisseurs directs	-14	-4 143	-131	-2 149	-3 863	-543	290	-2	-74	70
Engagements envers les investisseurs directs	27 391	67 947	-58 916	51 802	8 705	73 852	-955	6 541	35 190	175 103
Investissements de portefeuille	**11 739**	**8 542**	**37 349**	**301**	**-1 391**	**-7 949**	**-5 786**	**-22 267**	**-42 687**	**-18 419**
Avoirs	**11 031**	**-563**	**-357**	**-15 724**	**-1 706**	**-9 504**	**-3 613**	**-14 835**	**-52 802**	**-28 492**
Actions et autres titres de participation	-61	-50	-430	89	-2 689	0	-177	28	-994	-2 987
Autorités monétaires							0	0	0	0
Administrations publiques							0	0	0	0
Banques							-177	-9	-826	-2 832
Autres secteurs	-61	-50	-430	89	-2 689	0	0	37	-168	-155
Titres de créance	11 092	-513	73	-15 813	983	-9 504	-3 436	-14 863	-51 808	-25 505
Obligations et autres titres d'emprunts	5 092	-913	1 473	-15 787	984	-9 351	-3 436	-14 863	-49 389	-8 594
Autorités monétaires							0	0	0	0
Administrations publiques							-1 000	0	-11 000	2 376
Banques	1 593	297	1 508	-7 237	-3 818	-8 560	-3 000	-14 906	-37 183	-14 407
Autres secteurs	3 499	-1 210	-35	-8 550	4 802	-791	564	43	-1 206	3 437
Instruments du marché monétaire	6 000	400	-1 400	-26	-1	-153	0	0	-2 419	-16 911
Autorités monétaires							0	0	0	0
Administrations publiques							0	0	0	0
Banques	6 000	400	-1 400	100	0	0	0	0	-1 350	-16 911
Autres secteurs				-126	-1	-153	0	0	-1 069	0
Engagements	**708**	**9 105**	**37 706**	**16 025**	**315**	**1 555**	**-2 173**	**-7 432**	**10 115**	**10 073**
Actions et autres titres de participation	258	9 925	-1 437	525	-387	4 693	1 450	-3 074	-1 334	-1 403
Banques	0	250	582	-229	250	2 501	1 646	706	-2 916	-1 170
Autres secteurs	258	9 675	-2 019	754	-637	2 192	-196	-3 780	1 582	-233
Titres de créance - engagement	450	-820	39 143	15 500	702	-3 138	-3 623	-4 358	11 449	11 476
Obligations et autres titres d'emprunts	400	-820	39 143	15 500	702	-1 338	-3 623	-7 777	13 972	11 476
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 555
Banques	0	0	0	0	620	-2 391	-2 570	-7 777	11 272	-12 279
Autres secteurs	400	-820	39 143	15 500	82	1 053	-1 053	0	2 700	-1 800
Instruments du marche monétaire	50	0	0	0	0	-1 800	0	3 419	-2 523	0
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	-1 800	0	3 419	-2 523	0
Autres secteurs	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Autres investissements	**84 151**	**23 291**	**-88 101**	**83 891**	**-15 188**	**91 418**	**-1 074 256**	**101 907**	**285 360**	**36 122**
Avoirs	**-61 938**	**-64 293**	**-173 102**	**2 124**	**-69 131**	**-57 574**	**-109 442**	**-32 798**	**92 018**	**-175 037**
Crédits commerciaux	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056
Prêts	-11 822	-39 865	30 359	-13 307	-2 573	3 153	-9 964	-7 696	18 179	-11 847
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	-11 817	-39 865	30 359	-13 294	-2 559	3 217	-9 964	-7 696	18 183	-10 002
Long terme	-1 930	613	-5 220	-5 707	-2 878	2 914	-8 857	-10 667	8 619	-3 686
Court terme	-9 887	-40 478	35 579	-7 587	319	303	-1 107	2 971	9 564	-6 316
Autres secteurs	-5	0	0	-13	-14	-64	0	0	-4	-1 845
Long terme										
Court terme	-5			-13	-14	-64	0	0	-4	-1 845
Monnaie fiduciaire et dépôts	-37 974	-21 764	-103 368	19 790	-38 532	-44 292	-77 562	-8 110	45 713	-55 818
Autorités monétaires										
Administrations publiques	-1 005									
Banques	-20 050	-7 883	-3 902	20 056	-11 405	-1 095	-29 787	-4 592	43 340	-12 830
Autres secteurs	-16 919	-13 881	-99 466	-266	-27 127	-43 197	-47 775	-3 518	2 373	-42 988
Autres avoirs	3 133	978	-40 708	-1 575	1 185	-14 205	-23 641	-15 619	28 787	-94 316
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	-276	0	-1 919	338	1 581	0
Banques	1 633	688	-5 301	2 295	1 876	-1 658	-5 157	-16 589	22 409	-44 134
Long terme	0	0	0	-94	0	0	0	0	0	0
Court terme	1 633	688	-5 301	2 389	1 876	-1 658	-5 157	-16 589	22 409	-44 134
Autres secteurs	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547	-16 565	632	4 797	-50 182
Long terme										
Court terme	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547	-16 565	632	4 797	-50 182
Engagements	**146 089**	**87 584**	**85 001**	**81 767**	**53 943**	**148 992**	**-964 814**	**134 705**	**193 342**	**211 159**
Crédits commerciaux	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681
Prêts	78 195	24 155	79 608	64 999	52 422	112 288	-960 981	70 705	107 548	123 636
Autorités monétaires	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425	-56 464	1 979	12 667	1 452
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425	-56 464	1 979	12 667	1 452
Tirages	10 453	2 318	1 499	12 221	1 717	184	258	1 979	13 235	1 452
Remboursements	-15 640	-1 095	-14 843	-19 760	-18 312	-13 609	-56 722	0	-568	0
Administrations publiques	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697	87 300	103 334	157 273
Long terme	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697	87 300	70 800	157 273
Tirages	95 000	119 400	102 600	97 500	82 800	122 900	140 600	118 700	99 900	200 800
Remboursements	-32 100	-37 700	-41 600	-36 800	-36 974	-39 500	-1 053 297	-31 400	-29 100	-43 527
Court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	32 534	0
Banques	-4 433	-2 065	6 912	1 832	9 479	5 220	6 922	1 271	-6 105	686
Long terme	2 333	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	5 854	5 079	-6 284	674
Tirages	2 333	0	0	0	0	0	5 854	5 079	0	674
Autres	2 333						5 854	5 079	0	674
Remboursements	0	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	0	0	-6 284	0
FE - Remboursements anticipes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	0	0	-6 284	0
Court terme	-6 766	2 174	730	882	4 416	-1 331	1 068	-3 808	179	12
Autres secteurs	24 915	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093	1 258	-19 845	-2 348	-35 775
Long terme	-52 600	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093	1 258	-5 525	-4 011	-2 604
Tirages	0	11 796	27 182	14 609	19 952	39 560	18 171	2 752	0	2 121
FE - Tirages sur nouveaux emprunts par les a						39 560	18 171	2 752	0	2 121
ou par d'autres secteurs pour le compte des a						0	0	0	0	0
FE - Rééchelonnement de dettes existantes						0	0	0	0	0
Autres		11 796	27 182	14 609	19 952	0	0	0	0	0
Remboursements	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467	-16 913	-8 277	-4 011	-4 725
FE - Remboursements anticipes										
Autres	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467	-16 913	-8 277	-4 011	-4 725
Court terme	77 515	0	0	0	0	0	0	-14 320	1 663	-33 171
FE - Tirages sur nouveaux emprunts par les a									0	0
FE - Remboursements anticipes									0	0
Autres	77 515							-14320	1663	-33171

Monnaie fiduciaire et dépôts	2 772	8 875	7 797	7 571	-5 328	40 430	16 957	15 683	-67 409	11 163
Autorités monétaires	-306	685	1 183	732	-1 932	2 207	-628	-407	-1 428	2 800
Administrations publiques										
Banques	3 078	8 190	6 614	6 839	-3 396	38 223	17 585	16 090	-65 981	8 363
Autres secteurs										
Autres engagements	10 846	2 603	15 863	3 056	7 803	-11 873	-21 953	44 686	68 926	57 679
Autorités monétaires	-129	-160	656	-567	2 100	-2 257	1 372	-754	8 465	-7 452
Long terme	-129	-160	656	-567	0	0	0	0	0	0
Court terme	0	0	0	0	2 100	-2 257	1 372	-754	8 465	-7 452
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260	-1 003	40 630	61 863	78 300
Long terme										
Court terme	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260	-1 003	40 630	61 863	78 300
Autres secteurs	10 975	2 763	10 690	5 864	712	712	712	712	713	714
Long terme										
Court terme	10 975	2 763	10 690	5 864	712	-9 356	-22 322	4 810	-1 402	-13 169
Avoirs de réserve	**-41 266**	**10 241**	**-110 783**	**-125 929**	**84 480**	**-66 978**	**-3 757**	**-658**	**-26 609**	**-220 909**
Or monétaire						0	0	0	0	0
Droits de tirages spéciaux	282	-208	255	-539	175	166	120	-11	-3	-53 234
Position de réserve au FMI	1	-51	0	-39	-76	-2 398	3 889	1 365	-5 940	5 475
Devises étrangères	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746	-7 766	-2 012	-20 666	-173 150
Monnaie fiduciaire et dépôts	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746	-7 766	-2 012	-20 666	-173 150
Autres créances	-161					0	0	0	0	0
						0	0	0	0	0
Erreurs et omissions nettes	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033

Tableau A14 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS EN FIN DE PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

Période	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006	2007	2008
Position extérieure, nette	**-1 736 041**	**-1 749 619**	**-1 599 087**	**-1 615 001**	**-1 712 271**	**-1 717 596**	**-646 819**	**-659 712**	**-822 125**
Avoirs	**420 978**	**499 520**	**765 963**	**705 844**	**679 351**	**751 634**	**791 364**	**767 719**	**791 931**
Investissements directs à l'étranger	**448**	**11 811**	**1 294**	**3 432**	**4 902**	**4 374**	**1 870**	**5 407**	**5 163**
Capital social et bénéfices réinvestis	395	21	237	2 703	3 593	3 677	3 723	4 579	5 364
Créances sur les entreprises affiliées	395	21	237	2 703	3 593	3 677	3 723	4 579	5 364
Engagements envers les entreprises affiliées (-) *	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres capitaux	53	11 790	1 057	729	1 309	697	-1 853	828	-201
Créances sur les entreprises apparentées	53	11 790	1 057	729	1 309	697	0	828	-201
Engagemts envers les entreprises apparentées (-)	0	0	0	0	0	0	-1 853	0	0
Investissements de portefeuille	**20 016**	**26 029**	**25 728**	**51 059**	**46 609**	**36 554**	**60 096**	**34 033**	**104 210**
Actions et autres titres de participation	1 230	283	915	589	3 076	3 761	1 666	479	590
Banques	1 169	233	435	203	1	3 679	1 589	439	382
Autres secteurs	61	50	480	386	3 075	82	77	40	208
Titres de créance	18 786	25 746	24 813	50 470	43 533	32 793	58 430	33 554	103 620
Obligations et autres titres d'emprunt	17 636	24 646	21 263	49 824	43 382	32 620	52 017	33 544	81 051
Banques	6 862	12 662	9 809	29 820	28 204	31 279	49 890	31 510	72 611
Autres secteurs	10 774	11 984	11 454	20 004	15 178	1 341	2 127	2 034	8 440
Instruments du marché monétaire	1 150	1 100	3 550	646	151	173	6 413	10	22 569
Banques	1 150	1 100	3 550	500	150	0	6 240	0	21 500
Autres secteurs	0	0	0	146	1	173	173	10	1 069
Produits financiers dérivés	30	50	51	30	238	242	179	228	158
Dont Autres secteurs	30	50	51	30	238	92	179	228	158
Autres investissements	**130 409**	**202 113**	**368 699**	**156 224**	**217 155**	**233 069**	**248 411**	**246 337**	**173 762**
Crédits commerciaux	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126	28 867	28 709	27 096
Administrations publiques									
Autres secteurs	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126	28 867	28 709	27 096
Prêts	17 609	52 467	22 108	30 629	33 189	30 022	39 923	47 619	29 439
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	17 587	52 467	22 108	30 616	33 175	29 958	39 922	47 618	29 435
Long terme	3 401	528	5 748	6 669	9 547	6 633	15 490	26 157	17 538
Court terme	14 186	51 939	16 360	23 947	23 628	23 325	24 432	21 461	11 897
Autres secteurs	22	0	0	13	14	64	1	1	4
Monnaie fiduciaire et dépôts	69 238	114 113	218 213	95 491	131 167	162 816	150 180	129 360	107 678
Autorités monétaires									
Administrations publiques	1 005								
Banques	51 627	85 856	93 184	73 128	84 533	81 468	111 255	115 847	72 507
Autres secteurs	16 606	28 257	125 029	22 363	46 634	81 348	38 925	13 513	35 171
Autres avoirs	13 338	9 907	42 645	12 833	10 867	11 105	29 441	40 649	9 549
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	276	0	1 919	1 581	0
Banques	1 783	1 095	-1 023	-3 350	-5 320	-3 662	1 495	18 084	-4 325
Long terme	0	0	0	94	0	0	0	0	0
Court terme	1 783	1 095	-1 023	-3 444	-5 320	-3 662	1 495	18 084	-4 325
Autres secteurs	11 555	8 812	43 668	16 183	15 911	14 767	26 027	20 984	13 874
Avoirs de réserve	**270 075**	**259 517**	**370 191**	**495 099**	**410 447**	**477 395**	**480 808**	**481 714**	**508 638**
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	76	279	24	497	315	148	26	35	39
Position de réserve au FMI	8 365	8 265	8 156	7 240	7 151	9 520	5 289	4 174	10 428
Devises étrangères	261 473	250 973	362 011	487 362	402 981	467 727	475 493	477 505	498 171
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres créances	161								

Engagements	**2 157 019**	**2 249 139**	**2 365 050**	**2 320 845**	**2 391 622**	**2 469 230**	**1 438 183**	**1 427 431**	**1 614 056**
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	**93 310**	**156 625**	**327 861**	**354 537**	**364 246**	**484 639**	**480 952**	**430 765**	**460 792**
Capital social et bénéfices réinvestis	55 809	60 940	288 752	286 381	328 857	363 962	338 945	291 923	286 834
Autres capitaux	37 501	95 685	39 109	68 156	35 389	120 677	142 007	138 842	173 958
Investissements de portefeuille	**3 335**	**12 432**	**47 804**	**24 366**	**7 893**	**18 611**	**18 990**	**32 130**	**36 471**
Actions et autres titres de participation	535	10 452	8 661	8 866	7 811	12 483	14 293	10 729	9 345
Banques	277	527	1 109	880	834	3 635	5 281	5 887	2 921
Autres secteurs	258	9 925	7 552	7 986	6 977	8 848	9 012	4 842	6 424
Titres de créance	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128	4 697	21 401	27 126
Obligations et autres titres d'emprunt	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128	4 697	3 080	19 079
Dont Autres secteurs	2 800	1 980	39 143	15 500	82	1 053	0	0	2 700
Instruments du marché monétaire	0	0	0	0	0	0	0	18 321	8 047
Produits financiers dérivés	14	0	0	0	0	17	0	0	1 522
Autres secteurs	14	0	0	0	0	0	0	0	1 522
Autres investissements	**2 060 360**	**2 080 082**	**1 989 385**	**1 941 942**	**2 019 483**	**1 965 963**	**938 241**	**964 536**	**1 115 271**
Crédits commerciaux	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404	48 758	37 452	55 286
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404	48 758	37 452	55 286
Prêts	1 922 265	1 886 366	1 779 518	1 800 710	1 892 618	1 812 513	740 425	764 535	957 676
Autorités monétaires	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991	5 633	18 868
Utilisation des crédits et prêts du FMI	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991	5 633	18 868
Administrations publiques	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000	671 700	848 000
Long terme	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000	671 700	848 000
Court terme									
Banques	14 163	12 098	19 010	20 842	30 321	35 528	42 450	43 721	37 616
Long terme	9 894	5 655	11 837	12 787	17 850	24 401	30 255	35 334	29 050
Court terme	4 269	6 443	7 173	8 055	12 471	11 127	12 195	8 387	8 566
Autres secteurs	161 870	80 931	36 808	40 716	48 127	41 785	64 984	43 481	53 192
Monnaie fiduciaire et dépôts	43 544	56 470	80 629	90 648	78 702	128 861	137 922	152 244	84 802
Autorités monétaires	1 412	1 932	3 111	3 843	1 911	4 118	4 175	3 326	1 898
Administrations publiques									
Banques	42 132	54 538	77 518	86 805	76 791	124 743	133 747	148 918	82 904
Autres secteurs									
Autres engagements	19 372	21 353	31 767	15 532	18 295	-7 815	11 136	10 305	17 507
Autorités monétaires	214	51	707	140	2 240	-17	1 355	601	9 066
Long terme									
Court terme	214	51	707	140	2 240	-17	1 355	601	9 066
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	19 158	21 302	31 060	15 392	16 055	-7 798	9 781	9 704	8 441

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

Tableau A15 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)
PRESENTATION "OPTIQUE BCEAO"

Période	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Compte des transactions courantes	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219
Biens	**-33 409**	**-7 008**	**113 370**	**-35 160**	**-61 515**	**-76 265**	**39 201**	**-138 860**	**-284 672**	**-100 409**
Crédit	*388 130*	*531 590*	*609 944*	*539 262*	*515 835*	*580 673*	*810 671*	*745 860*	*939 129*	*837 500*
Débit	*-421 539*	*-538 598*	*-496 574*	*-574 422*	*-577 350*	*-656 938*	*-771 470*	*-884 720*	*-1 223 801*	*-937 909*
Marchandises générales	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855	-549 538	-654 242	-932 172	-736 199
Crédit	*198 507*	*177 253*	*206 736*	*210 214*	*242 172*	*221 071*	*220 770*	*227 079*	*289 261*	*197 689*
Débit	*-419 961*	*-536 722*	*-492 702*	*-567 824*	*-575 230*	*-655 926*	*-770 308*	*-881 321*	*-1 221 433*	*-933 888*
Autres biens	188 045	352 461	399 336	322 450	271 543	358 590	588 739	515 382	647 500	635 790
Crédit	*189 623*	*354 337*	*403 208*	*329 048*	*273 663*	*359 602*	*589 901*	*518 781*	*649 868*	*639 811*
Débit	*-1 578*	*-1 876*	*-3 872*	*-6 598*	*-2 120*	*-1 012*	*-1 162*	*-3 399*	*-2 368*	*-4 021*
Services	**-167 905**	**-198 057**	**-151 667**	**-149 936**	**-153 552**	**-165 492**	**-188 863**	**-191 654**	**-255 227**	**-222 505**
Crédit	*70 516*	*110 820*	*118 082*	*130 337*	*127 395*	*144 678*	*163 843*	*180 527*	*203 438*	*167 324*
Débit	*-238421*	*-308877*	*-269749*	*-280273*	*-280947*	*-310170*	*-352706*	*-372181*	*-458665*	*-389829*
Transports	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931
Crédit	*23 569*	*17 439*	*14 639*	*24 790*	*16 184*	*18 511*	*20 433*	*12 410*	*14 533*	*9 250*
Débit	*-169 889*	*-194 022*	*-160 278*	*-181 510*	*-181 093*	*-190 441*	*-211 957*	*-217 993*	*-288 656*	*-217 181*
dont: Fret	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270	-168 292
Crédit	*12 156*	*13 587*	*13 215*	*17 930*	*13 326*	*13 357*	*16 922*	*6 959*	*7 532*	*5 000*
Débit	*-149 116*	*-171 750*	*-140 772*	*-152 988*	*-146 555*	*-156 760*	*-171 179*	*-185 849*	*-250 802*	*-173 292*
Voyages	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511
Crédit	*28 724*	*64 648*	*72 478*	*74 331*	*74 170*	*78 258*	*91 520*	*105 898*	*123 083*	*90 490*
Débit	*-28 669*	*-26 154*	*-25 248*	*-27 652*	*-35 118*	*-40 570*	*-62 831*	*-65 747*	*-65 905*	*-47 979*
Serv. Fournis/reçus par les adm pub., p.(	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393
Crédit	*4 870*	*7 961*	*13 765*	*9 610*	*7 629*	*10 971*	*11 453*	*8 381*	*5 623*	*9 161*
Débit	*-7 828*	*-5 511*	*-5 160*	*-2 469*	*-1 912*	*-2 752*	*-1 473*	*-1 109*	*-1 067*	*-5 768*
Autres services	-18 682	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478
Crédit	*13 353*	*20 772*	*17 200*	*21 606*	*29 412*	*36 938*	*40 437*	*53 838*	*60 199*	*58 423*
Débit	*-32 035*	*-83 190*	*-79 063*	*-68 642*	*-62 824*	*-76 407*	*-76 445*	*-87 332*	*-103 037*	*-118 901*
Revenus	**-69 901**	**-121 710**	**-167 410**	**-92 948**	**-102 931**	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**
Crédit	*14 633*	*16 225*	*25 171*	*12 393*	*12 667*	*35 715*	*36 060*	*34 248*	*45 510*	*38 536*
Débit	*-84 534*	*-137 935*	*-192 581*	*-105 341*	*-115 598*	*-144 874*	*-170 703*	*-173 927*	*-185 496*	*-254 491*
Rémunération des salaries	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065
Crédit	*2 840*	*4 466*	*7 778*	*8 679*	*9 185*	*12 618*	*9 994*	*9 958*	*11 121*	*14 095*
Débit	*-1 693*	*-2 218*	*-4 306*	*-5 618*	*-6 499*	*-9 771*	*-5 192*	*-6 447*	*-6 363*	*-13 030*
Revenus des investissements	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020
Crédit	*11 793*	*11 759*	*17 393*	*3 714*	*3 482*	*23 097*	*26 066*	*24 290*	*34 389*	*24 441*
Débit	*-82 841*	*-135 717*	*-188 275*	*-99 723*	*-109 099*	*-135 103*	*-165 511*	*-167 480*	*-179 133*	*-241 461*
Dont intérêts sur dette publique	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400
Crédit										
Débit	*-15 600*	*-14 100*	*-16 800*	*-15 900*	*-16 064*	*-16 983*	*-14 541*	*-11 100*	*-12 500*	*-12 400*
Transferts courants	**90 001**	**99 503**	**101 987**	**120 554**	**101 946**	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**
Crédit	*111 901*	*117 834*	*126 887*	*154 312*	*132 762*	*150 882*	*199 173*	*231 409*	*248 097*	*306 125*
Débit	*-21 900*	*-18 331*	*-24 900*	*-33 758*	*-30 816*	*-30 849*	*-29 174*	*-39 729*	*-44 400*	*-76 475*
Administrations publiques	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344
Crédit	*49 954*	*50 437*	*32 909*	*69 703*	*53 685*	*63 221*	*88 440*	*60 348*	*49 402*	*89 370*
Débit	*-4 296*	*-2 043*	*-2 069*	*-2 319*	*-2 310*	*-2 134*	*-2 320*	*-3 579*	*-1 887*	*-7 026*
Autres secteurs (secteur privé)	44 343	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306
Crédit	*61 947*	*67 397*	*93 978*	*84 609*	*79 077*	*87 661*	*110 733*	*171 061*	*198 695*	*216 755*
Débit	*-17 604*	*-16 288*	*-22 831*	*-31 439*	*-28 506*	*-28 715*	*-26 854*	*-36 150*	*-42 513*	*-69 449*
Compte de capital et d'opérat° fin.	**256 187**	**248 488**	**189 800**	**255 705**	**165 194**	**290 639**	**225 083**	**254 940**	**423 011**	**596 277**
Compte de capital	74 907	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961	155 331	158 173	194 371
Transferts de capital	**74 938**	**101 923**	**100 250**	**96 220**	**108 666**	**108 906**	**1 181 271**	**155 643**	**158 529**	**194 727**
Crédit	*74 938*	*101 923*	*100 250*	*96 220*	*108 666*	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Administrations publiques	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349	140 900	120 119	156 829
Crédit	*71 600*	*95 900*	*96 750*	*90 838*	*98 651*	*102 552*	*1 175 349*	*140 900*	*120 119*	*156 829*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Remises de dettes	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451	10 700	10 919	13 027
Crédit	*2 600*	*23 100*	*27 500*	*30 138*	*28 651*	*30 052*	*1 107 451*	*10 700*	*10 919*	*13 027*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres transferts publics de capital	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898	130 200	109 200	143 802
Crédit	*69 000*	*72 800*	*69 250*	*60 700*	*70 000*	*72 500*	*67 898*	*130 200*	*109 200*	*143 802*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres secteurs (privés)	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898
Crédit	*3 338*	*6 023*	*3 500*	*5 382*	*10 015*	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Acquis/cess° actifs non fin. non prdts	**-31**	**-65**	**-145**	**-8**	**-19**	**-316**	**-310**	**-312**	**-356**	**-356**
Crédit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-31*	*-65*	*-145*	*-8*	*-19*	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*

Compte d'opérations financières	**181 280**	**146 630**	**89 695**	**159 493**	**56 547**	**182 049**	**-955 878**	**99 609**	**264 838**	**401 906**
Investissements directs	**55 838**	**76 577**	**168 832**	**76 043**	**52 945**	**118 544**	**42 953**	**31 383**	**80 460**	**353 841**
Crédit	*75 738*	*111 287*	*258 332*	*94 147*	*99 036*	*167 360*	*95 322*	*132 717*	*218 421*	*572 548*
Débit	*-19 900*	*-34 710*	*-89 500*	*-18 104*	*-46 091*	*-48 816*	*-52 369*	*-101 334*	*-137 961*	*-218 707*
A l' étranger (par des résidents)	-2 857	-12 657	-1 097	-827	-413	495	-652	-3 505	-271	482
Crédit	*1 394*	*217*	*741*	*1 521*	*2 108*	*1 981*	*4 840*	*2 397*	*2 552*	*5 013*
Débit	*-4 251*	*-12 874*	*-1 838*	*-2 348*	*-2 521*	*-1 486*	*-5 492*	*-5 902*	*-2 823*	*-4 531*
Dans l'économie déclarante (par non-résidt	58 695	89 234	169 929	76 870	53 358	118 049	43 605	34 888	80 731	353 359
Crédit	*74 344*	*111 070*	*257 591*	*92 626*	*96 928*	*165 379*	*90 482*	*130 320*	*215 869*	*567 535*
Débit	*-15 649*	*-21 836*	*-87 662*	*-15 756*	*-43 570*	*-47 330*	*-46 877*	*-95 432*	*-135 138*	*-214 176*
Investissements de portefeuille	**4 080**	**7 575**	**36 658**	**7 672**	**1 349**	**2 259**	**-1 699**	**-3 749**	**-7 569**	**29 126**
Crédit	*4 171*	*9 951*	*39 251*	*16 680*	*5 847*	*1 087*	*1 280*	*521*	*14 294*	*32 446*
Débit	*-91*	*-2 376*	*-2 593*	*-9 008*	*-4 498*	*1 172*	*-2 979*	*-4 270*	*-21 863*	*-3 320*
A l' étranger (par des résidents)	3 408	-1 280	-466	-8 582	1 904	-1 003	-450	31	-13 373	5 604
Crédit	*3 499*		*397*	*235*	*5 534*	*16*	*791*	*521*	*8 455*	*6 889*
Débit	*-91*	*-1 280*	*-863*	*-8 817*	*-3 630*	*-1 019*	*-1 241*	*-490*	*-21 828*	*-1 285*
Dans l'économie déclarante (par non-ré	672	8 855	37 124	16 254	-555	3 262	-1 249	-3 780	5 804	23 522
Crédit	*672*	*9 951*	*38 854*	*16 445*	*313*	*1 071*	*489*	*0*	*5 839*	*25 557*
Débit		*-1 096*	*-1 730*	*-191*	*-868*	*2 191*	*-1 738*	*-3 780*	*-35*	*-2 035*
Autres investissements	**121 362**	**62 478**	**-115 795**	**75 778**	**2 253**	**61 246**	**-997 132**	**71 975**	**191 947**	**18 939**
Crédit	*255 631*	*222 424*	*191 050*	*144 996*	*134 800*	*224 897*	*193 918*	*180 728*	*271 502*	*245 805*
Débit	*-134 269*	*-159 946*	*-306 845*	*-69 218*	*-132 547*	*-163 651*	*-1 191 050*	*-108 753*	*-79 555*	*-226 866*
A l' étranger (par des résidents)	-31 704	-17 233	-194 258	-6 933	-57 043	-58 038	-62 615	-3 921	8 086	-108 071
Crédit	*5 229*	*16 466*	*16 259*	*14 556*	*17 843*	*13 727*	*19 718*	*39 244*	*37 890*	*4 774*
Débit	*-36 933*	*-33 699*	*-210 517*	*-21 489*	*-74 886*	*-71 765*	*-82 333*	*-43 165*	*-29 804*	*-112 845*
Administrations publiques	-1 005	0	0	0	-276	0	-1 919	0	2	0
Crédit								*0,34*	*1,58*	*0*
Débit	*-1005*				*-276*	*0*	*-1919*	*0*	*0*	*0*
Dans l'économie déclarante (par non-ré	153 066	79 711	78 463	82 711	59 296	119 284	-932 598	75 896	183 861	127 010
Crédit	*250402*	*205958*	*174791*	*130440*	*116957*	*211170*	*174 200*	*141 484*	*233 612*	*241 031*
Débit	*-97 336*	*-126 247*	*-96 328*	*-47 729*	*-57 661*	*-91 886*	*-1 106 798*	*-65 588*	*-49 751*	*-114 021*
Administrations publiques	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697	87 300	103 334	157 273
Crédit	*95000*	*119400*	*102600*	*97500*	*82800*	*122900*	*140600*	*118700*	*132434*	*200800*
Débit	*-32100*	*-37700*	*-41600*	*-36800*	*-36974*	*-39500*	*-1053297*	*-31400*	*-29100*	*-43527*
Autres secteurs	90 166	-1 989	17 463	22 011	13 470	35 884	-19 901	-11 404	80 527	-30 263
Crédit	*155 402*	*86 558*	*72 191*	*32 940*	*34 157*	*88 270*	*33 600*	*22 784*	*101 178*	*40 231*
Débit	*-65 236*	*-88 547*	*-54 728*	*-10 929*	*-20 687*	*-52 386*	*-53 501*	*-34 188*	*-20 651*	*-70 494*
Erreurs et omissions nettes	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033
Solde global	70 834	27 999	82 399	125 182	-64 091	47 056	84 982	-10 707	-33 278	252 025
Avoirs et engagements extérieurs	-70 834	-27 999	-82 399	-125 182	64 091	-47 056	-84 982	10 707	33 278	-252 025
Crédit	*29 205*	*41 961*	*103 948*	*63 750*	*125 610*	*83 633*	*88 763*	*182 686*	*315 676*	*151 923*
Débit	*-100 039*	*-69 960*	*-186 347*	*-188 932*	*-61 519*	*-130 689*	*-173 745*	*-171 979*	*-282 398*	*-403 948*
Autorités monétaires	-46 888	11 989	-122 288	-133 303	68 053	-80 453	-59 477	160	-6 905	-224 109
Crédit	*12 162*	*14 810*	*4 489*	*15 012*	*88 528*	*2 558*	*5 986*	*3 125*	*25 898*	*17 943*
Débit	*-59 050*	*-2 821*	*-126 777*	*-148 315*	*-20 475*	*-83 011*	*-65 463*	*-2 965*	*-32 803*	*-242 052*
Avoirs	-41 266	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757	-658	-26 609	-220 909
Crédit	*1 543*	*11 705*	*882*	*1 531*	*84 711*	*167*	*4 353*	*1 115*	*315*	*9 810*
Débit	*-42 809*	*-1 464*	*-111 665*	*-127 460*	*-231*	*-67 145*	*-8 110*	*-1 773*	*-26 924*	*-230 719*
Engagements	-5 622	1 748	-11 505	-7 374	-16 427	-13 475	-55 720	818	19 704	-3 200
Crédit	*10 619*	*3 105*	*3 607*	*13 481*	*3 817*	*2 391*	*1 633*	*2 010*	*25 583*	*8 133*
Débit	*-16 241*	*-1 357*	*-15 112*	*-20 855*	*-20 244*	*-15 866*	*-57 353*	*-1 192*	*-5 879*	*-11 333*
Contreparties de réévaluation comptes du F	-14 611	2 162	1 390	11 200	1 545	154	-86	89	-253	-635
Crédit	*1 029*	*2 318*	*1 499*	*12 221*	*1 717*	*184*	*258*	*337*	*315*	*340*
Débit	*-15 640*	*-156*	*-109*	*-1 021*	*-172*	*-30*	*-344*	*-248*	*-568*	*-975*
Banques	-23 946	-39 988	39 889	8 121	-3 962	33 397	-25 505	10 547	40 183	-27 916
Crédit	*17 043*	*27 151*	*99 459*	*48 738*	*37 082*	*81 075*	*82 777*	*179 561*	*289 778*	*133 980*
Débit	*-40 989*	*-67 139*	*-59 570*	*-40 617*	*-41 044*	*-47 678*	*-108 282*	*-169 014*	*-249 595*	*-161 896*
Avoirs	-22 641	-46 363	21 264	1 920	-15 906	-8 096	-48 085	-43 792	44 573	-101 816
Crédit	*9 900*	*11 084*	*66 857*	*37 878*	*17 775*	*23 002*	*11 200*	*47 893*	*140 472*	*45 399*
Débit	*-32 541*	*-57 447*	*-45 593*	*-35 958*	*-33 681*	*-31 098*	*-59 285*	*-91 685*	*-95 899*	*-147 215*
Engagements	-1 305	6 375	18 625	6 201	11 944	41 493	22 580	54 339	-4 390	73 900
Crédit	*7 143*	*16 067*	*32 602*	*10 860*	*19 307*	*58 073*	*71 577*	*131 668*	*149 306*	*88 581*
Débit	*-8 448*	*-9 692*	*-13 977*	*-4 659*	*-7 363*	*-16 580*	*-48 997*	*-77 329*	*-153 696*	*-14 681*

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int